



BIBLIOTHÈQUE
NATIONALE
ARCHIVES
NATIONALES
GRANDE
BIBLIOTHÈQUE

À RAYONS OUVERTS

N° 110

Culture et
agriculture

Cette publication, réalisée par Bibliothèque et Archives nationales du Québec, a pour objectif de faire connaître les documents patrimoniaux du Québec conservés par l'institution.

RÉDACTION EN CHEF
Isabelle Crevier

CONCEPTION GRAPHIQUE ET PRODUCTION
Jean Corbeil

RÉVISION LINGUISTIQUE
Nicole Raymond

COMITÉ ÉDITORIAL
Daniel Chouinard, François David,
Michel Defoy, Michèle Lefebvre,
Catherine Melançon, Benoit
Migneault et Nicole Raymond

Nous tenons à remercier les artistes, les ayants droit ainsi que les entreprises et organismes qui ont bien voulu nous permettre de reproduire leurs œuvres et les documents.

La revue *À rayons ouverts* est distribuée gratuitement dans les salles de consultation des édifices de BAnQ et peut être consultée en format PDF dans BAnQ numérique. Vous avez une question? Posez-la aux membres du personnel sur place ou écrivez à aro@banq.qc.ca.

Toute reproduction des illustrations ou des articles publiés dans ce numéro est interdite sans l'autorisation écrite de BAnQ. Les demandes de reproduction doivent être acheminées à aro@banq.qc.ca.

NOTE SUR LES ILLUSTRATIONS

À moins d'avis contraire, les illustrations figurant dans *À rayons ouverts* sont tirées de documents issus des collections de BAnQ. Les documents d'archives comportent la mention du centre où ils sont conservés et du fonds dont ils font partie afin de permettre de les retracer à l'aide d'Advitam. Les documents patrimoniaux publiés présentés dans la revue peuvent être trouvés en consultant le catalogue. Ces deux outils de recherche sont disponibles à banq.qc.ca.

Tous les efforts ont été faits par BAnQ pour retrouver les détenteurs des droits des documents reproduits dans ce numéro. Les personnes possédant d'autres renseignements à ce propos sont priées de communiquer avec le Secrétariat général et direction des affaires juridiques de BAnQ.

La revue est imprimée sur du papier fabriqué au Québec contenant 30 % de fibres recyclées postindustrielles, certifié choix environnemental ainsi que FSC Mixte à partir d'énergie biogaz.



© Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Dépôt légal : 4^e trimestre 2022
ISSN 0835-8672 (imprimé)
ISSN 2560-788X (PDF en ligne)



BIBLIOTHÈQUE
NATIONALE
ARCHIVES
NATIONALES
GRANDE
BIBLIOTHÈQUE

ERRATUM : À la p. 31 du n° 109, la fin de la référence du manuscrit doit se lire : Archives nationales à Montréal, fonds Juridiction royale de Montréal (TL4, S34, P424).

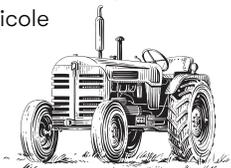
À RAYONS OUVERTS

CHRONIQUES DE BIBLIOTHÈQUE ET
ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC
2022 n° 110

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), c'est une foule de services et d'activités ainsi que des personnes passionnées qui accompagnent le public dans ses découvertes et ses apprentissages. L'entretien avec Marie Grégoire, présidente-directrice générale de BAnQ, met en lumière comment l'institution contribue à faire du Québec une société apprenante. Au fil des pages, vous verrez ensuite que nos collections regorgent de documents sur l'agriculture, mis en valeur grâce à un partenariat avec Sollio Groupe Coopératif.

4 Entretien avec Marie Grégoire
Comment cultiver une société apprenante ?

8 Le Coopérateur
Témoignage privilégié de l'histoire agricole



10 Un portrait unique de l'occupation de la vallée du Saint-Laurent



12 L'âge d'or des marchés publics



16 William Evans et la presse agricole



20 Le « journal champêtre » de George Chaperon

22 Montréal, au cœur de la médecine vétérinaire



26 Des plantes aux propriétés surprenantes

30 Le MAPAQ
Des défricheurs au supermarché



36 Omer Beaudoin
Agronome-photographe du Québec rural



44 L'alcool au Québec
Petit album souvenir

52 Ah! Les nuits de Montréal...

58 La mer de Verrazzano

60 Des œuvres exclusives et libres
Les livres d'artistes uniques

64 La carte aux 1000 images



66 Deux journaux témoins fidèles de leur région

70 De nouvelles affiches du Canadien Pacifique





PHOTO : MICHEL LEGENDRE

Entretien avec Marie Grégoire
Présidente-directrice générale de BANQ

Comment cultiver une société apprenante ?

La rédaction en chef a posé trois questions à Marie Grégoire afin d'en savoir davantage sur l'apprentissage tout au long de la vie.

Marie, la grande famille de BANQ a beaucoup à offrir à la société québécoise. Comment se traduit son action ?

MG L'unicité de BANQ se trouve dans ses collections et l'expertise de ses équipes. Nous avons des spécialistes et des connaisseurs hors pair dans nos rangs ! Des personnes passionnées qui souhaitent accompagner le public dans la découverte de toutes les richesses que BANQ met à sa disposition. Notre défi commun est de mieux faire connaître ces possibilités partout sur le territoire du Québec et même au-delà de nos frontières.

BANQ est multiple. C'est à nous de révéler à chacun ce qu'elle peut changer dans sa vie. Pour un aîné, BANQ, c'est participer à des ateliers qui lui permettent de numériser ses photos. Pour une jeune entrepreneure, c'est profiter des équipements du Square pour expérimenter et créer un prototype. Pour les petits et les grands, c'est se divertir gratuitement à la Grande Bibliothèque ou encore en ligne. Pour un nouvel arrivant, c'est découvrir le Québec en profitant de notre accueil. Pour tout le monde, ça peut être explorer notre site Web fourmillant de livres numériques, de revues, de journaux, de photos de toutes les époques qui donnent des réponses à toutes les questions... ou presque. Je pourrais vous donner 100 autres exemples !



L'Expérience BAnQ, c'est l'ensemble des actions qui caractérisent notre approche. Ensemble, nous nous sommes demandé comment nous pouvons rendre nos services toujours plus conviviaux, sur place comme à distance. Comment nous pouvons simplifier l'accès à nos collections pour les usagers. En un mot, comment permettre à tous d'expérimenter ce que BAnQ a à offrir. Nous voulons faire en sorte que BAnQ joue un rôle central dans leur épanouissement et leur accomplissement en tant que personnes comme en tant qu'acteurs d'une société en évolution.

Notre but, c'est que nos usagers sentent qu'ils appartiennent à une grande communauté de personnes qui apprennent pendant toute leur vie. Nos équipes en font leur mission, mais ne peuvent agir seules. Le travail s'effectue avec des partenaires naturels et improbables qui sèment les graines du savoir, qui cultivent la curiosité et qui accompagnent dans la récolte des fruits. Pensons à Sollio Groupe Coopératif, par exemple, qui s'associe à ce numéro ainsi que plus largement à BAnQ pour donner un meilleur accès aux documents de l'histoire agricole québécoise.

La « société apprenante » est étroitement liée aux missions de BAnQ. Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet ?

MG Comme l'ensemble des milieux documentaires, BAnQ est au cœur d'une société apprenante, c'est-à-dire une société qui valorise l'apprentissage tout au long de la vie et qui se donne des moyens pour favoriser cet apprentissage. Il faut stimuler l'apprentissage tôt dans la vie, donner des outils pour apprendre à apprendre et cultiver la curiosité. Ce sont des concepts entre autres mis de l'avant par l'UNESCO.

Une société qui a dans son coffre ces valeurs est en bonne santé (autant physique que mentale) et elle prospère. Elle aide chacun et chacune à se développer et à s'adapter aux changements. Une société apprenante s'assure que tous et toutes croissent dans le savoir et s'épanouissent.

Vous connaissez la « timidité des arbres »? C'est un vide entre les cimes, un espace où les branchages et les bourgeons se côtoient sans se toucher. Cette image évoque celle d'un développement solidaire, où il y a de la place pour chacun. BAnQ peut jouer un rôle clé dans cette croissance collective en alimentant l'apprentissage de chaque individu.



Monique Charbonneau,
L'arbre amoureux,
estampe, bois gravé,
44 x 54 cm, s. l., s. é.,
1973, 4/8.



Activité Dans mon livre à moi à la Bibliothèque nationale (site Rosemont), 19 novembre 2018.

PHOTO : MICHEL LEGENDRE.

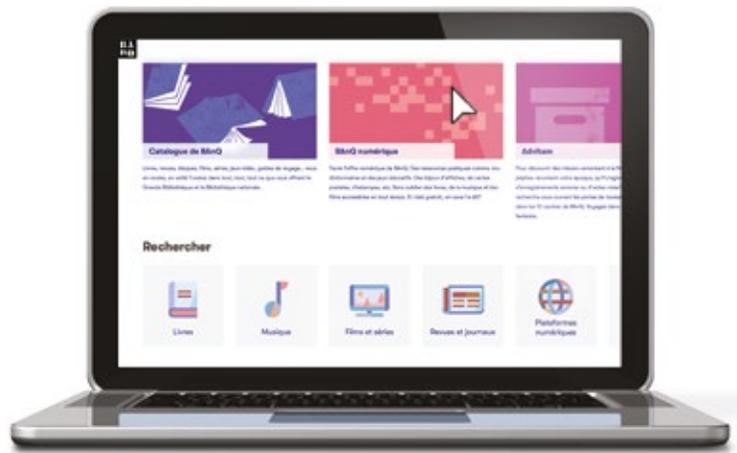
Comment l'expérience vécue par les usagers sur place comme en ligne lorsqu'ils font appel à BANQ et à ses services se manifeste-t-elle et va-t-elle évoluer?

MG La transformation numérique de BANQ qui est en cours doit assurer la cohérence de l'expérience vécue par le public dans nos édifices comme à distance. Nous voulons atteindre le plus de Québécoises et de Québécois possible, labourer les champs du savoir au maximum. À titre d'exemple, l'ensemble des directions de BANQ a participé à un important projet de refonte du site Web, dévoilé cet automne, qui offre à l'utilisateur une expérience en ligne plus conviviale et inspirante.

Les premiers et les meilleurs ambassadeurs de BANQ, ce sont les membres du personnel. Plus nous sommes heureux et fiers au travail, plus nous faisons rayonner l'institution, ses services et ses collections. C'est grâce à un personnel enthousiaste et engagé que BANQ croît en pertinence dans le quotidien de la population.

Quand nous soutenons l'apprentissage par la culture des élèves dans les écoles, quand nous accompagnons des gens dans leurs recherches généalogiques, quand nous leur donnons accès aux documents juridiques dont ils ont besoin, quand nous leur recommandons des lectures stimulantes, nous contribuons à la démocratisation et à la mise en valeur de nos collections.

Être une source d'inspiration pour tous de façon à stimuler l'intelligence, travailler avec constance à la convivialité de nos services, tout ça dans la bienveillance et l'ouverture, voilà ce qui nous assurera de ne laisser personne de côté dans un Québec que l'on veut apprenant.



Dans l'ordre habituel :

► **Le Coopérateur agricole**,
janvier 1948, janvier 1972,
décembre 1982, avril 1984,
mai 1985, octobre 1987,
février 1998, mars 2006,
pages de couverture.
Coopérateur,
janvier-février 2022,
page de couverture.



Le Coopérateur

Témoign privilégié de l'histoire agricole

Stéphanie McDuff

Rédactrice et chef de la production numérique, *Coopérateur*

Sollio Groupe Coopératif, qui fête cette année 100 ans de coopération, est fier de ses membres unis dès 1922 sous la bannière de la Coopérative fédérée de Québec. Sollio est également ravi d'avoir noué un partenariat fructueux avec Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et la Fondation de BAnQ pour mieux faire connaître aux Québécoises et aux Québécois leur riche patrimoine documentaire agricole. Qu'il s'agisse de photos, de livres, de revues, de rapports gouvernementaux, de cartes et de plans, d'affiches ou même de films, de nombreux documents, témoins de l'évolution de l'agriculture au Québec, sont maintenant accessibles à tous, en ligne, grâce à cette collaboration.

Nous profitons de l'occasion pour souligner la longévité d'une publication rassembleuse : le *Coopérateur*, qui a vu le jour en 1948. Il s'agissait alors de mettre sur pied un outil « de liaison et d'information », comme l'indique le sous-titre du bulletin de l'époque. Des photos et des dessins ornent occasionnellement les pages éditoriales de cette publication orientée vers les services aux agriculteurs. Elle cesse de paraître en 1959, mais renaît de ses cendres dans une nouvelle

formule de magazine en couleur en janvier 1972¹. Au cours des 50 dernières années, le titre a légèrement varié, mais l'objectif de la revue demeure le même aujourd'hui : créer un lien direct entre les membres et Sollio Groupe Coopératif.

Cet outil, qui a réuni les agriculteurs bien avant le numérique, raconte des pans entiers de la culture québécoise agricole et témoigne de l'évolution du mouvement coopératif dans la province.

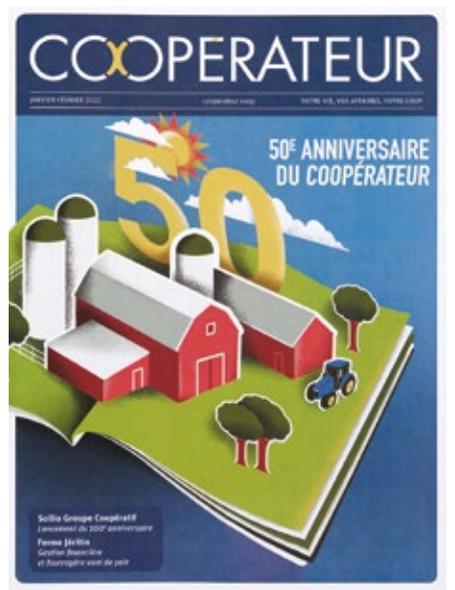
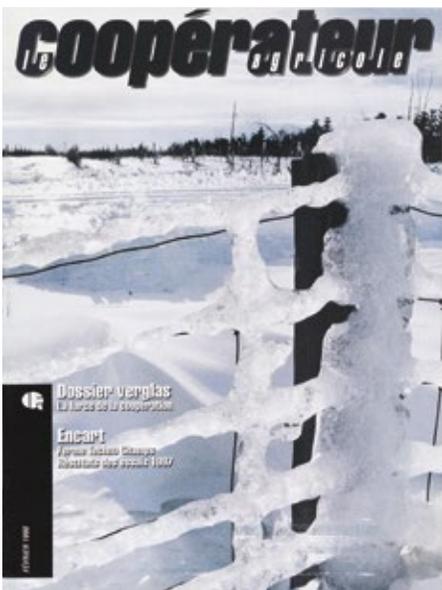
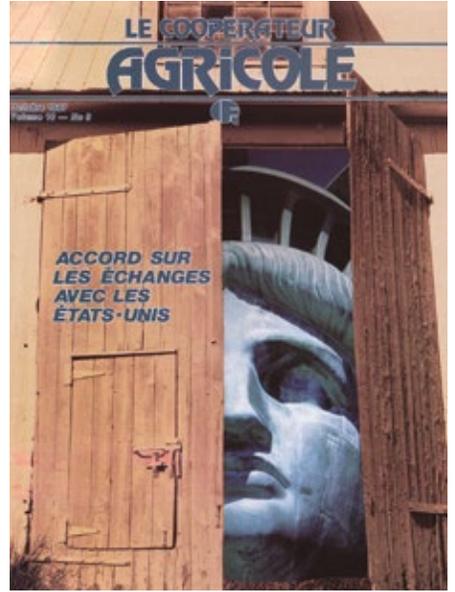
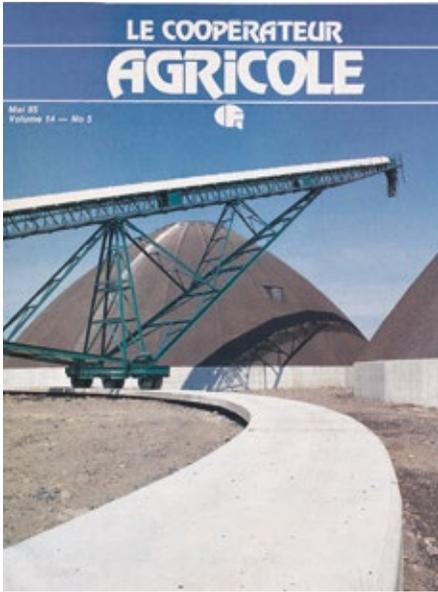
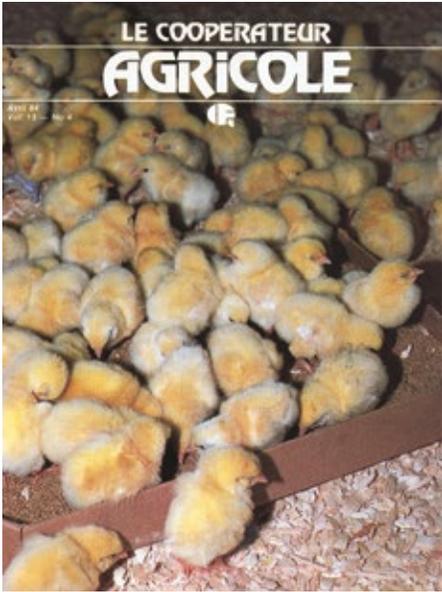
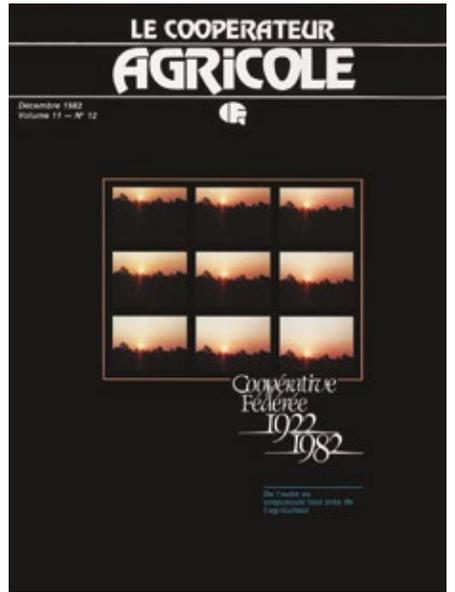


Toute personne intéressée par l'histoire, et par l'histoire agricole du Québec en particulier, peut consulter la collection presque complète du *Coopérateur* conservée par BAnQ. Les numéros sont à portée de main, au niveau 3 de la salle de la Bibliothèque nationale à la Grande Bibliothèque. L'évolution du bulletin de quelques pages devenu à travers les années le magazine étoffé que nous connaissons maintenant est saisissante.

Bonne (re)découverte!

1. Pour en apprendre davantage sur l'histoire de la publication, on consultera « Les origines de votre magazine *Coopérateur* », publié en ligne le 9 février 2022.

Le symbole et le nom Sollio sont des marques de commerce de Sollio Groupe Coopératif.



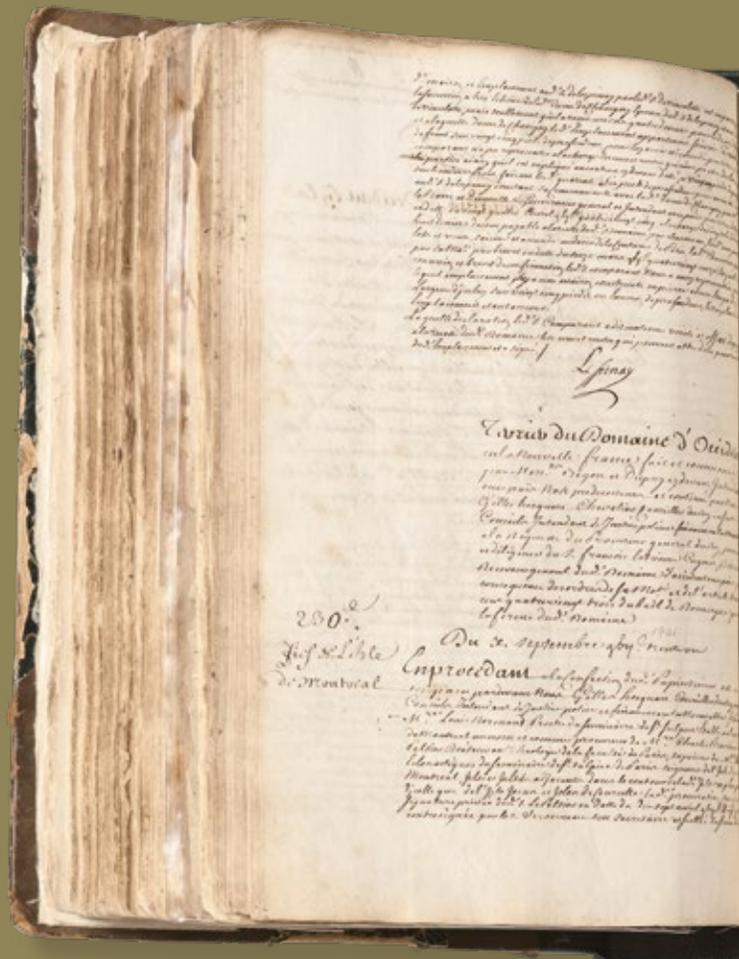
UN PORTRAIT UNIQUE DE L'OCCUPATION DE LA VALLÉE DU SAINT-LAURENT

Réналд Lessard

Archiviste-coordonnateur,
Archives nationales à Québec

Entre 1723 et 1745, 190 « aveux et dénombremens » sont produits et ils touchent presque toute la vallée laurentienne. Ces documents exceptionnels, qui consistent en une déclaration faite par un seigneur, contiennent un inventaire systématique de ses parcelles de terre. Les déclarations comportent plusieurs commentaires sur la propriété seigneuriale et les équipements collectifs, par exemple les communes, les églises, les collèges, les moulins, etc. Y est aussi décrite chaque unité cadastrale avec le nom du propriétaire, le nombre et la nature des bâtiments ainsi que la superficie possédée et exploitée. On y lit des précisions comme « en culture » ou « en prairies ». Elles dressent donc un portrait unique de l'occupation du sol et du développement agricole à cette époque.

Grâce à une collaboration entre les professeurs Jacques Mathieu et Alain Laberge de l'Université Laval et des membres du personnel de BAnQ, les aveux et dénombremens conservés aux Archives nationales à Québec (E1, S4, SS3) sont accessibles gratuitement en ligne dans BAnQ numérique et dans une des bases de données généalogiques du site de BAnQ, qui permet de retracer facilement les 7390 propriétés rurales touchées par ces « aveux ».



1723-
1745

Handwritten text in French, likely a legal or administrative document, written in cursive script. The text is dense and covers most of the page.

Aveu et dénombrement de messire Louis Normand, prêtre du Séminaire de Saint-Sulpice à Montréal dans Aveux, dénombrements et déclarations [...], tome premier, 1723-1745. Archives nationales à Québec, fonds Intendants (E1, S4, SS3).

PHOTOS : MICHEL LEGENDRE.

Handwritten title in French, written in a decorative cursive script:

Aveux, dénombrement
Et Déclaration
Du Territoire du Domaine
Du Roy
En la Nouvelle France
Tome premier

L'âge d'or des marchés publics

Marc-André Dénomée

Archiviste, Archives nationales à Québec

Considéré comme le cœur des centres-villes du XIX^e siècle, le marché public rythme alors la vie économique, politique et sociale des Québécois. Bien plus que le grenier de la ville, le marché constitue un carrefour de rencontres et d'échanges.



Le XIX^e siècle est marqué par un exode des Canadiens français vers les villes. Parallèlement, des milliers d'immigrants s'établissent au Canada. Les principaux centres urbains tels Montréal, Trois-Rivières et Québec voient ainsi leur population augmenter. De nouveaux quartiers sont créés et des marchés sont construits pour qu'une population toujours plus nombreuse puisse y faire des provisions.

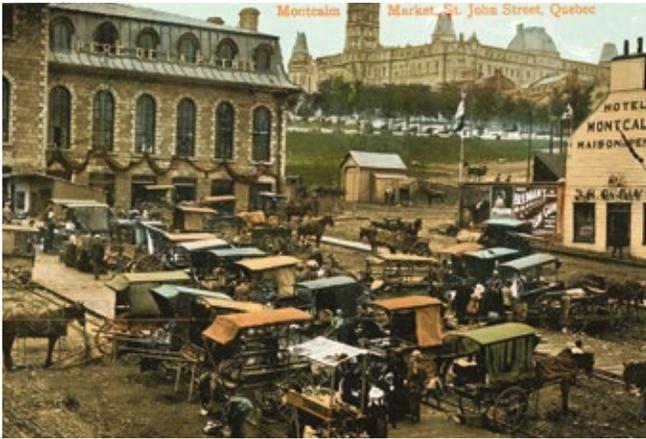
Le marché est un lieu névralgique en plein cœur de la ville. En plus de s'y approvisionner, les gens s'y rencontrent pour échanger. On y voit des crieurs publics, des politiciens faisant campagne, des enfants qui jouent, des amuseurs publics qui divertissent la foule, etc. Le lieu ressemble à une foire¹. C'est souvent dans cet endroit que les immigrants arrivant par bateau ont leur premier contact avec la société d'accueil.

1. Yves Bergeron, « Les anciennes halles et places de marché au Québec : étude d'ethnologie appliquée », thèse de doctorat, Québec, Université Laval, 1990, p. 110, <https://corpus.ulaval.ca/jspui/handle/20.500.11794/60498> (consulté le 8 août 2022).





**Champlain Market,
Quebec, vers 1850.
Archives nationales
à Québec,
fonds J. E. Carrier
(P27, D1, P70).**



**Montcalm Market,
St. John Street, Quebec,
vers 1900. Archives
nationales à Québec,
collection Magella Bureau
(P547, S1, SS1,
SSS1, D1-14).**

Le Québec n'ayant pas de réseau de transport adéquat, tel le chemin de fer, le marché est la principale source d'approvisionnement dans les villes au XIX^e siècle. Les agriculteurs s'y rendent pour y vendre une partie de leurs récoltes. En contrepartie, ils obtiennent des produits qu'ils ne trouvent pas à la campagne (sucre, thé, etc.).

La construction de nouveaux marchés en maçonnerie permet aux halles de s'élever sur plusieurs étages. C'est au deuxième étage de ces nouveaux marchés qu'apparaissent des salles multifonctionnelles qui accueillent assemblées populaires, spectacles, bazars, etc.

Le marché public entre prestige et développement

Le marché était le centre économique de la ville à cette époque. Par la suite, on a décidé d'en faire également le cœur administratif. C'est pourquoi de nombreuses mairies ont été construites près des marchés. Nos ancêtres sont même allés jusqu'à faire du marché Sainte-Anne de Montréal le Parlement du Canada-Uni².

Pour une ville, avoir un marché signifiait la construction d'une nouvelle place publique locale et la création d'un nouveau pôle d'échanges des plus attractifs.

Comme plusieurs habitants de la campagne se déplaçaient vers les centres urbains pour se procurer des denrées, il devenait important pour les villages de posséder leur propre marché public. Cela donnait du prestige à la localité tout en permettant aux agriculteurs locaux d'avoir un nouveau débouché pour leurs marchandises. Avoir un marché signifiait la construction d'une nouvelle place publique locale et la création d'un nouveau pôle d'échanges des plus attractifs. La renommée du village était donc multipliée. L'érection d'un marché favorisait des investissements locaux et la construction d'infrastructures administratives et publiques.

À partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, les marchés se développent et les marchands se spécialisent pour répondre aux demandes de plus en plus nichées de leur clientèle. Les principaux besoins des citadins étaient le foin, pour nourrir les chevaux, et le bois, pour le chauffage. De nouveaux marchés ont donc été construits pour le commerce de ces produits. On a également créé des marchés de poissons, car l'odeur des étals de poissonniers dans les marchés traditionnels rebutait les autres commerçants. Cette spécialisation a eu de nombreuses conséquences, notamment architecturales. Par exemple, on a installé des glacières (des chambres froides) pour permettre aux bouchers des marchés de mieux conserver la viande³.

Le XIX^e siècle a vu la construction de nombreux marchés publics partout au Québec. Ce fut l'âge d'or de ceux-ci. Bien sûr, on pouvait y acheter des denrées, mais c'étaient surtout des lieux où on se rassemblait, des endroits dynamiques et vivants au sein de la ville ou du village. Au XX^e siècle, les marchés se sont adaptés à la nouvelle ère des épiceries et des supermarchés pour continuer de jouer leur rôle dans l'espace public.

2. Francis Lamothe et autres, « Le marché Sainte-Anne : un lieu historique d'une importance capitale à Montréal », *Bulletin de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale*, vol. 41, n° 1, 2012, p. 15, <https://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/fr/1797-bulletin-de-la-bibliotheque> (consulté le 8 août 2022).

3. Yves Bergeron, « Les anciennes halles et places de marché au Québec [...] », p. 77.



Travailleurs déchargeant un camion au marché Bonsecours de la place Jacques-Cartier à Montréal, 1956. Archives nationales à Montréal, fonds Henri Rémillard (P685, S2, D194, P4).

PHOTO : HENRI RÉMILLARD.



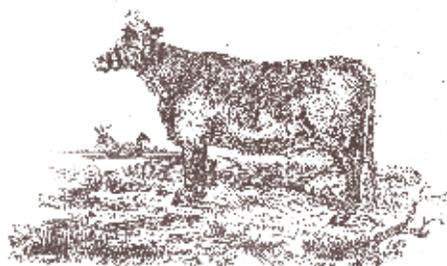
Clientes au Marché Atwater de Saint-Henri à Montréal, 29 août 1945. Archives nationales à Montréal, fonds Conrad Poirier (P48, S1, P11922). Détail.

PHOTO : CONRAD POIRIER.



Photographie de William
Evans dans J. Douglas
Borthwick, *Montreal –
Its history, to which
is added biographical
sketches, with
photographs [...]*,
Montréal, Drysdale
and Co., 1875, p. 70.

William EVANS et la presse agricole



VACHE CANADIENNE.

Marie-France Leclerc

Bibliothécaire, Bibliothèque nationale

Homme de terrain et homme de lettres, William Evans (1786-1857) réunit l'agriculture et l'écriture. Au nom de l'économie rurale du Bas-Canada, il lance le premier périodique en français à l'intention des cultivateurs : *Le Journal d'agriculture canadien*.

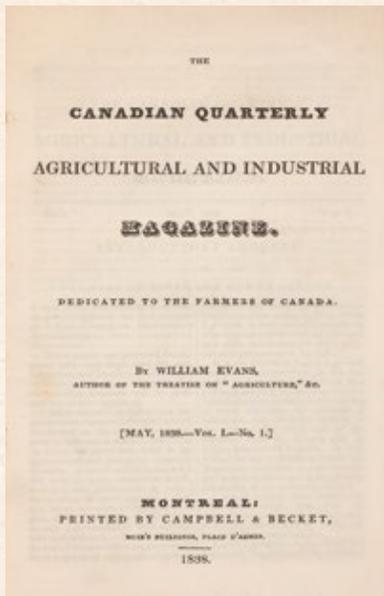
C'est vers 1819 que l'agriculteur William Evans s'établit à Côte-Saint-Paul, sur l'île de Montréal, afin d'y exploiter une ferme au bord du canal de Lachine. Rompu à l'élevage du bétail dans son Irlande natale, dans le comté de Galway, Evans s'attelle sans tarder à la tâche de promouvoir l'agriculture sur sa terre d'accueil. À cette fin, il lance le journalisme agricole au Québec et au Canada.

À l'arrivée d'Evans, l'agriculture ne fait guère l'objet de promotion. Tout au plus celle-ci est-elle laissée entre les mains des sociétés d'agriculture de districts qui organisent des expositions récompensant les cultivateurs les plus méritants du Bas-Canada sur la base d'un acte adopté en 1818¹. Les initiatives au profit de l'avancement agricole sont donc portées par quelques pionniers. William Evans est du nombre. Selon Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, homme influent de son époque, l'agriculteur irlandais « ne tarda pas à causer, par ses exemples autant que par ses préceptes, une petite révolution autour de lui² ».

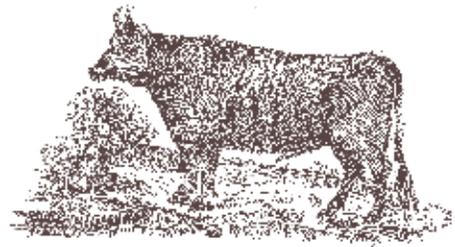
En ce sens, William Evans prend la plume. Pour cet agronome avant la lettre, l'amélioration de la ferme, à petite échelle, est un levier essentiel à l'épanouissement économique du pays. À la source de cette réaction en chaîne se trouve l'écrit, qui rend possible la transmission des connaissances. Ainsi, en

1. « Acte pour l'encouragement de l'agriculture dans cette province », dans *A Provincial Statute of Lower-Canada / Statut provincial du Bas-Canada*, Québec, P. E. Desbarats, 1818, p. 41-45, canadiana.ca/view/oocihm.9_00926_28/3 (consulté le 9 août 2022).

2. Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, « Biographie canadienne – William Evans, l'agronome », *Journal de l'instruction publique*, vol. 1, n° 2, février 1857, p. 33, numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2640939 (consulté le 9 août 2022).



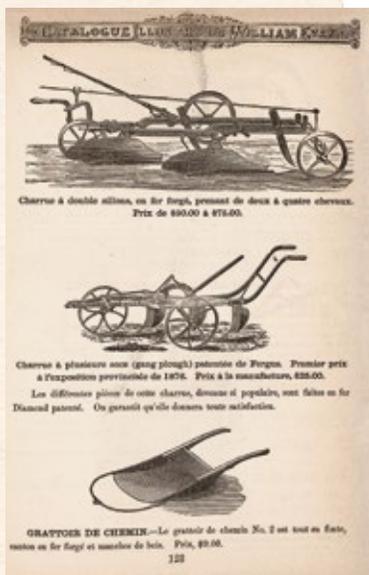
The Canadian Quarterly Agricultural and Industrial Magazine, vol. 1, n° 1, mai 1838, page de titre.



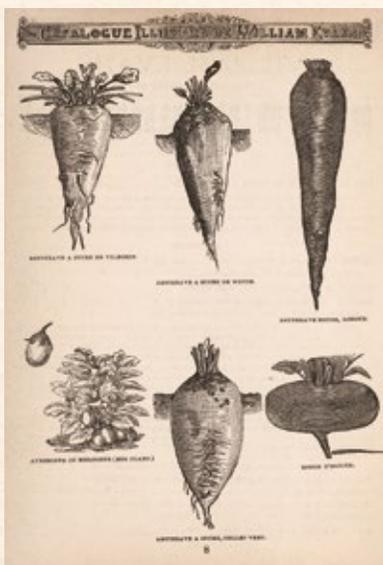
BOEUF CANADIEN.

1835, il publie un premier ouvrage en faveur de l'avancée de l'agriculture et à l'usage des cultivateurs. Ce livre sera traduit en français l'année suivante sous le titre *Traité théorique et pratique de l'agriculture, adapté à la culture et à l'économie des productions animales et végétales de cet art en Canada* [...].

Gravures de charrues et de grattoir dans William Evans, Catalogue illustré de William Evans, Montréal, s. é., vers 1878, p. 123.



Gravures de betteraves et d'aubergines dans William Evans, Catalogue illustré de William Evans, Montréal, s. é., vers 1878, p. 8.



Parallèlement à ce livre et aux autres publications qu'il fera paraître au fil des ans, Evans conçoit un journal voué à la question agricole : le *Canadian Quarterly Agricultural and Industrial Magazine*. Imprimé à Montréal, ce périodique voit le jour en mai 1838, mais s'éteint presque aussitôt. En janvier 1844, William Evans revient à la charge avec *The Canadian Agricultural Journal*, un mensuel. Ce « grand ami des cultivateurs canadiens-français³ » en propose aussi une traduction intitulée *Le Journal d'agriculture canadien*. On y traite notamment des techniques particulières à certaines cultures, des conditions climatiques ou encore des prix du marché.

Continuellement au service de l'agriculture, William Evans développe de ses mains une « ferme-modèle⁴ » prospère : selon le recensement de 1851, son exploitation compte 150 acres en culture, cinq employés et un cheptel de 32 têtes. Dès 1830, il participe aussi remarquablement aux activités de la Société d'agriculture du district de Montréal à titre de secrétaire. Puis, il occupe la même fonction à partir de 1847 au sein de la Société d'agriculture du Bas-Canada. Son fils, qui s'appelle lui aussi William Evans, suit ses traces en ouvrant, en 1855, un magasin de semences et d'instruments aratoires au marché Sainte-Anne à Montréal.

À la suite du décès d'Evans père en 1857, Joseph-Xavier Perrault, premier agronome canadien-français, reprend la rédaction du mensuel, maintenant intitulé *le Journal de l'agriculteur et des travaux de la Chambre d'agriculture du Bas-Canada*. Le dernier numéro paraît en 1868. Malgré le rayonnement limité de cette publication auprès des cultivateurs, on peut dire que William Evans a inauguré le journalisme agricole au pays. D'ailleurs, des périodiques toujours publiés de nos jours comme *Le Bulletin des agriculteurs*, *La Terre de chez nous* et *le Coopérateur* témoignent de la pertinence de la presse écrite au service du savoir agricole.

3. Firmin Létourneau, *Histoire de l'agriculture (Canada français)*, s. l., s. é., 1968, p. 123.

4. Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, op. cit., p. 34.

CATALOGUE ILLUSTRÉ DE WILLIAM EVANS.

FAUCHEUSE A PELOUSE "EXCELSIOR,"
POUR CHEVAL.



Nous sommes les plus grands manufacturiers de faucheuses à pelouse du monde, faisant huit grandeurs comme ci-devant, dont nous garantissons satisfaction entière à tous ceux qui voudront bien nous envoyer leurs commandes. Reconnaisants pour le patronage du passé, nous en sollicitons avec respect la continuation dans le futur.

CHADBORN & COLDWELL MFG. CO.

WILLIAM EVANS,

Seul agent pour la Province de Québec.

No. 1,	largeur de la coupe,	9	pouces,	machine	manuelle	.....	\$14.00
No. 2,	"	"	12	"	"	.....	18.00
No. 3,	"	"	15	"	"	.....	22.00
No. 4,	"	"	18	"	"	.....	26.00
No. 5,	"	"	25	"	"	pour cheval.....	75.00
No. 6,	"	"	30	"	"	.....	125.00
No. 7,	"	"	35	"	"	.....	160.00
No. 8,	"	"	40	"	"	.....	200.00

LE « JOURNAL CHAMPÊTRE » DE GEORGE CHAPERON

Rénald Lessard

Archiviste-coordonnateur,
Archives nationales à Québec

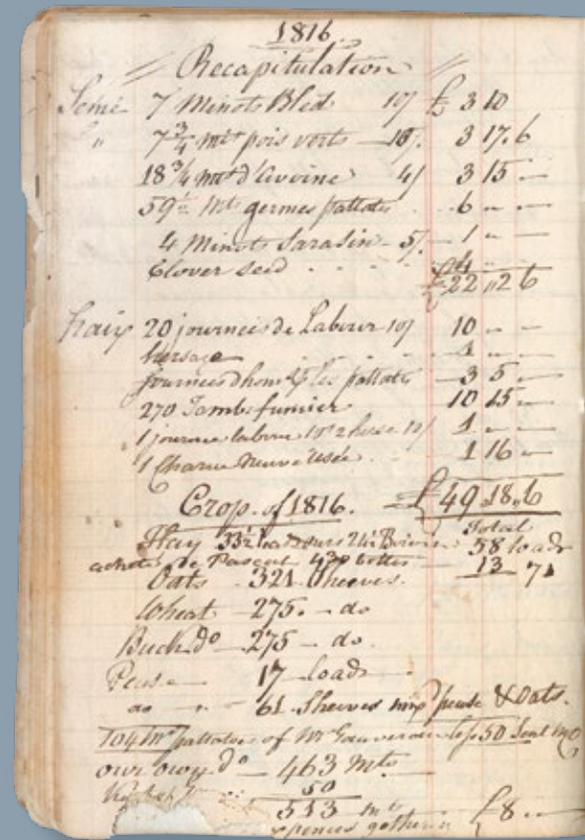
Issu d'une famille huguenote provenant de Londres, le marchand George Chaperon (1775-1862) possédait plusieurs parcelles de terre à Baie-Saint-Paul. Le détail de leur exploitation serait sans doute tombé dans l'oubli si Chaperon n'avait pas consigné, entre 1812 et 1825, dans un carnet de 80 pages, les faits liés à ces terres.

Ce « journal champêtre », comme il le nomme en 1818, est précieux, voire unique pour cette période. On peut suivre précisément les travaux selon les saisons. Année après année, les quantités et les variétés de grains et de légumes semés et récoltés y sont minutieusement consignés. S'il récolte du blé, de l'avoine,

de l'orge, du sarrasin et des pois, la production de pommes de terre demeure la source de revenu principale de Chaperon. On peut ainsi constater que les récoltes de 1816 – appelée « l'année sans été » – n'ont guère été affectées par les aléas de la météo.

Les frais d'embauche de journaliers sont mentionnés. On peut suivre également la mise en exploitation d'une terre acquise en 1816 : acquisition, abatis, essouchage, chemins, clôtures, construction de bâtiments, etc.

Ce carnet est conservé aux Archives nationales à Québec (P1000, S3, D2568) et accessible en ligne dans BAnQ numérique.



1812-
1825

Pages du livre de ferme
de George Chaperon,
1812-1825. Archives
nationales à Québec,
collection Centre
d'archives de Québec
(P1000, S3, D2568).
PHOTOS : MICHEL LEGENDRE.

Return

45 Minots Bled	12/6	£28 2 5
28 M ^{ts} pois	15/	21 ..
115 M ^{ts} d'avoine	4/	23 ..
38 M ^{ts} Sarasin	7/6	11 7 6
15 M ^{ts} avoine & Pois mélé		3 ..
463 M ^{ts} Patates	2/	46 6
		132 16
33 Charrettes foin		25 ..
		157 16

1817

Récapitulation de l'année

514 Minots bled	10/6	£25 12 6
50 Minots pois	42/6	21 5
85 M ^{ts} d'orge	5/	21 5
76 M ^{ts} d'avoine	2/6	9 10
5 M ^{ts} de Sarasin	5/	1 5
5 M ^{ts} de Seigle	5/	1 5
200 Minots patates	1/6	52 30
		£142 12
34 Charrettes foin		20 ..
		162 12

Ch.
Sen.
24/6/17

Journal Champêtre # 1818

May 6 Charrié 14 Tomb. foin & foin de charrié

" 7 1/2 journées labour & Jardin

" 8 1/2 jours labour & Jardin & labour

" 9 1/2 jours " " " " " "

" 11 1/2 journées d' " Jardin 8 Tomb. foin

" 12 1/2 journées d' " charrié d' " " " "

" Bled de Perse & charrié 8 1/2 le 9 charrié

" 13 1 journée labour & Jardin

" 14 1 journée d' " " 8 Tomb. foin

" Seme 2 1/2 pois dans le jardin

" " 1 3/4 d' " dans la prairie

" " 1 Minot Orge mondé

" 15 1 journée labour 12 Tomb. foin

" Seme 1 M^{ts} bled. pois

" " 2 M^{ts} d' " foin & Mais

" 16 1 jour labour & bled. d' " " " "

" Seme 1/2 d' " foin en bled Sarasin 6 3/4 9 1/2

" le bled repicte germe ce jour

" 18 1 jour de labour

" herse & roule en " le bled 7 Minots

" Seme pois en " forme 5 1/2 M^{ts}

" 19 Plus engagé venu ce jour 2 27/6 4/6

" Seme 1/2 Minot patates au la

" Charrié 5 h omni 1 1/2 journée

" 20 Plus charrié 20 d' " foin

" 22 1 jour labour Seme 25

" 6 hommes & Vich

Montréal, au cœur de la médecine vétérinaire

Anne-Marie Boisvert

Bibliothécaire, Bibliothèque nationale

Avec sa dense population de chevaux, Montréal est l'endroit tout désigné pour jeter les bases de l'enseignement de la médecine vétérinaire au Québec en 1866.

En fondant le Montreal Veterinary College, Duncan McEachran valorise et démocratise cette science qui était jusqu'alors marginale au pays.

Au milieu du XIX^e siècle, Montréal est non seulement la ville la plus peuplée du Canada, mais aussi celle où l'on trouve le plus de chevaux¹. Pourtant, les vétérinaires qualifiés se comptent sur les doigts d'une main, et encore ! Pour cause, jusqu'en 1862, il n'existe pas de cours voués à former les vétérinaires au Canada. Vu le manque de spécialistes, les soins aux animaux sont bien souvent assurés par les maréchaux-ferrants... et même par des charlatans. À titre comparatif, la première école vétérinaire d'Occident est fondée en France en 1762. L'Angleterre suit en 1791 et l'Écosse, en 1823.

À Montréal, le premier document publié témoignant d'une volonté de former des vétérinaires serait une annonce parue dans le journal *La Minerve* en 1844. Joseph Forh, possiblement le premier vétérinaire de France pratiquant à Montréal, signale dans cette publication qu'il « prend des élèves » (2 septembre 1844, p. 4). Bien qu'informelle, cette offre de formation laisse deviner une nécessité : éduquer la relève. Ce besoin sera réitéré en 1851 par les vétérinaires anglophones James Mason et J. B. Turner², qui souhaitent fonder une école. Malgré des annonces répétées appelant aux inscriptions, le projet est abandonné la même année pour des raisons qui demeurent inconnues.

Il faut attendre l'arrivée de Duncan McEachran pour qu'un réel cadre d'enseignement vétérinaire soit finalement instauré. C'est avec un diplôme de l'Edinburgh Veterinary

1. Philip M. Teigen, « The Establishment of the Montreal Veterinary College 1866/67-1874/75 », *Canadian Veterinary Journal*, vol. 29, février 1988, p. 186.

2. La littérature contemporaine confond parfois J. B. Turner avec James Turner, un vétérinaire écossais diplômé du collège d'Édimbourg ayant pratiqué à Montréal de 1833 jusqu'à sa mort en 1849.

« Le maréchal ferrant »
dans *L'Opinion publique*,
vol. 2, n° 44, 2 novembre
1871, p. 531.



April 25. 98

Montreal Veterinary School,
 UNDER THE PATRONAGE OF THE
BOARD OF AGRICULTURE, L. C.

A SCHOOL FOR VETERINARY INSTRUCTION will be OPENED on WEDNESDAY, 14th NOVEMBER, 1866, in the Lecture Rooms of the Medical Faculty of McGill College, Cote Street, and will be continued during the three months following.

The Veterinary department, embracing the Anatomy and Diseases of the Horse, will be conducted by D. MCEACHRAN, M. R. C. V. S., Veterinary Surgeon to the Board of Agriculture, &c.

Regular Students will have access to the Lectures on Chemistry and Institutes of Medicine in the Medical College.

Students attending three sessions and passing the prescribed examination will receive a Diploma.

Tickets will be granted to amateurs for the Veterinary Lectures only.

Further particulars may be obtained by applying to

GEO. LECLERE, Esq.,
 Secretary of the Board of Agriculture, L. C.
 Or to D. MCEACHRAN,
 Veterinary Surgeon,
 679 Craig Street.
 Board of Agriculture, Craig Street, 1st Im trs-cw
 Montreal, 13th Sept., 1866. 219

« Montreal Veterinary School [...] », annonce tirée du *Montreal Herald and Daily Commercial Gazette*, 29 septembre 1866, p. 2.

Montreal : The Veterinary College [Le collège vétérinaire de Montréal], 1875. Archives nationales à Montréal, collection Édouard-Zotique Massicotte, albums de rues (MAS 8-95-b).





« Les chevaux malades »
dans *L'Opinion publique*,
vol. 3, n° 45, 7 novembre
1872, p. 536.

College et un permis d'exercice du Royal College of Veterinary Surgeons du Royaume-Uni que McEachran immigre au Haut-Canada en 1862. Après avoir participé à la fondation de la Veterinary School à Toronto la même année, celui-ci se dirige vers Montréal en 1866. Du haut de ses 25 ans, il rallie en l'espace de quelques mois la chambre d'agriculture du Bas-Canada ainsi que les instances du McGill College et de sa Faculté de médecine à sa cause : fonder une école vétérinaire.

Dès l'automne 1866, le Montreal Veterinary College ouvre ses portes. La vision de McEachran est claire : recruter des étudiants qui embrasseront la profession et offrir une formation exhaustive. Pour ce faire, l'admission est régie par des examens d'entrée, un concept alors avant-gardiste pour les écoles vétérinaires, et la durée du cursus est supérieure à celle des institutions de même vocation ailleurs dans le monde. Les cours dispensés portent sur l'anatomie vétérinaire, la physiologie, la chimie théorique et pratique, la botanique et la dissection. Les étudiants partagent leur temps entre l'assistance aux cours, la préparation de médicaments, le travail à l'infirmerie de chevaux et les visites des grandes écuries de la ville, entre autres. Rapidement, la modeste école se positionne parmi les meilleures du continent. L'expertise des spécialistes et des apprentis montréalais est d'ailleurs fortement mise à profit en 1872 alors qu'une épidémie de grippe équine frappe l'Amérique du Nord³.

À partir de 1877, les élèves peuvent se prévaloir d'une instruction dans la langue de Voltaire grâce à la création de la section francophone du Montreal Veterinary College — un souhait que McEachran entretenait depuis les tout débuts. Une école concurrente est fondée en 1886 : l'École vétérinaire française de Montréal.

Force est de constater que pour une ville jadis privée de vétérinaires, Montréal a certainement rattrapé son retard en devenant un centre névralgique de la formation en soin des animaux. Elle conservera cette réputation jusqu'au début du xx^e siècle, moment qui marque l'arrivée de l'automobile et, inévitablement, le déclin de la population équine. L'enseignement, qui était alors surtout ancré dans le secteur urbain, se tournera vers d'autres défis, ceux des milieux ruraux.

3. Département de l'Agriculture et des Travaux publics, *Rapport général du commissaire de l'agriculture et des travaux publics de la province de Québec*, Montréal, La Minerve, 1873-1874, p. XXXV.



Des plantes aux propriétés surprenantes

Connaissez-vous la chicorée sauvage, la patience crépue ou encore la vipérine ?

Ces plantes, souvent qualifiées de « mauvaises herbes », surprennent pourtant par leur utilité et leurs vertus. Elles ne sont peut-être pas aussi mauvaises qu'on le dit !

◀ « Chicorée sauvage, patience crépue, vipérine et laiteron des champs », tirées de l'affiche *Mauvaises herbes* illustrée à la p. 28.

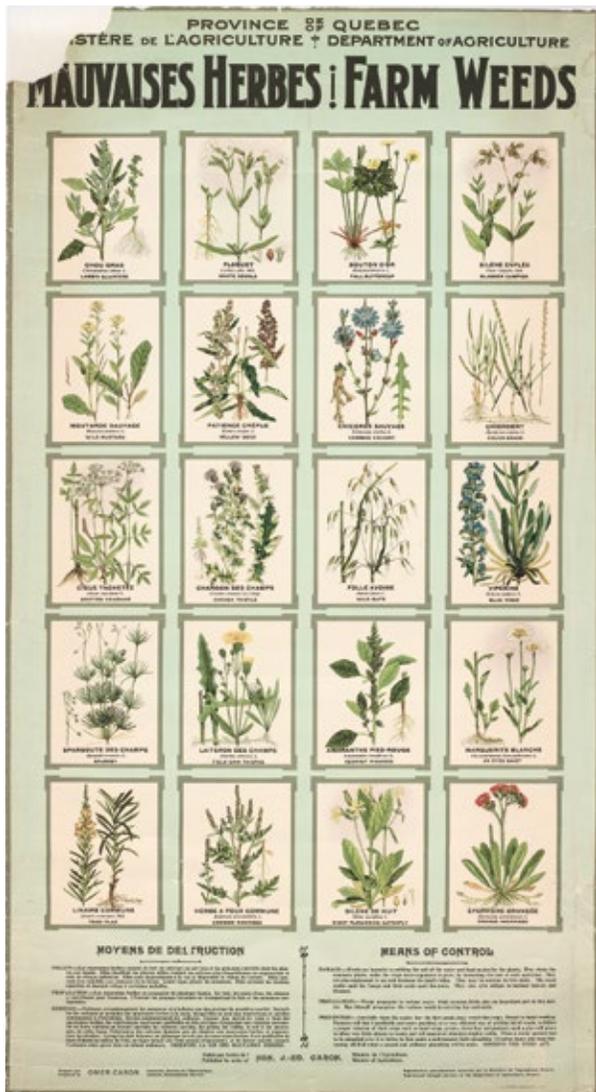
Nathalie Vaillancourt

Archiviste, Archives nationales à Québec

Nuisibles, indésirables, envahissantes... Les qualificatifs sont nombreux pour parler des « mauvaises herbes ». Or, ces plantes poussant à des endroits inappropriés ou sans y être invitées possèdent plusieurs propriétés utiles. Découvrez leurs mille et une vertus !

Ces végétaux, souvent riches en vitamines, nutriments ou minéraux, ne sont pas si nuisibles que cela pour notre organisme. La chicorée sauvage, par exemple, favoriserait l'assimilation du calcium et du fer et ses racines contiennent de l'inuline, un type de fibres qu'on dit « prébiotiques ». La patience crépue est riche en vitamines A et B, en protéines, en fer et en potassium. Sa variante frisée contiendrait plus de vitamine C que les oranges et plus de bêta-carotène que les carottes.

Même si pour quelques-unes la modération est de mise, il ne faut surtout pas se priver de ce garde-manger naturel que sont les « mauvaises herbes ». Il y a différentes façons de les consommer : cuites comme des légumes verts, marinées comme des câpres ou encore ajoutées à des salades, sandwiches ou soupes. Les graines moulues de la patience crépue font une farine très nourrissante au goût de noix. Les boutons floraux de la moutarde sauvage cuits à la vapeur rappellent un peu le rapini. Quant à la vipérine, ses jeunes feuilles émincées finement sont excellentes cuites à la vapeur, comme des épinards. Un spanakopita à la vipérine, quelqu'un ?



Mauvaises herbes – Farm Weeds, affiche, 86 x 48 cm, Québec, ministère de l'Agriculture, entre 1909 et 1929.

Autrefois on connaissait beaucoup mieux les vertus diurétiques, astringentes ou encore dépuratives des plantes. La grande majorité de cette pharmacopée québécoise était utilisée dans des traitements naturels contre bon nombre de malaises. Asthme, bronchite, fièvre, coqueluche, jaunisse, ulcère d'estomac et excitabilité, entre autres, en prenaient pour leur rhume.

Comme toutes les fleurs jaunes, la moutarde sauvage et la marguerite blanche attirent les pollinisateurs et les insectes mellifères. La linéaire commune aussi, mais, ses fleurs étant fermées, seuls les insectes lourds tels que les bourdons peuvent y entrer et la polliniser. Sa période de floraison, parmi les plus longues, s'étend de juillet à novembre. Et malgré son aspect répulsif, la vipérine possède aussi ses admirateurs. Abeilles, bourdons et papillons : son nectar les attire tous, à leur grande satisfaction !

BAnQ, en partenariat avec l'organisme communautaire Sentier Urbain, a inauguré l'été dernier dans le Jardin d'art de la Grande Bibliothèque *Mauvaises herbes – Mal connues, mal aimées*. Cette installation mettait en valeur l'affiche *Mauvaises herbes* réalisée par le ministère de l'Agriculture au début du siècle dernier et conservée à la Bibliothèque nationale. Celle-ci fait partie du corpus sur le patrimoine documentaire agricole repéré à l'occasion du partenariat avec Sollio Groupe Coopératif.

L'exposition visait à éveiller le public à l'environnement qui l'entoure et à changer sa perception de certaines plantes mal aimées, car mal connues. En magnifiant leur beauté et en valorisant leurs propriétés et leurs utilisations, elle apportait un nouvel éclairage sur ces végétaux qu'on dit indésirables.

« Mauvaises », ces herbes, vraiment? Maintenant que vous les connaissez un peu mieux, parions que vous les aimerez un peu, beaucoup, passionnément, à la folie...



L'organisme **Sentier Urbain** vise à sensibiliser les consciences au regard de l'environnement. Il accompagne des citoyens de tous âges vers une plus grande responsabilisation individuelle et collective. C'est ce qu'il a fait l'été dernier dans le Jardin d'art de la Grande Bibliothèque avec *Parcelles*, un projet d'agriculture urbaine et d'inclusion sociale réalisé en partenariat avec la Société de développement social. Les jardiniers étaient des participants du programme TAPAJ de Spectre de rue.



Des défricheurs au supermarché

LE MAPAQ



Depuis quelques années, de plus en plus de gens se préoccupent de consommer des aliments peu transformés et produits à proximité. Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) n'échappe pas à cette tendance. Découvrons son apport à travers son histoire, les concours agricoles et la série de vidéos *Nourrir le Québec*.

Des travaux publics à l'alimentation

La création du département de l'Agriculture et des Travaux publics date de 1869. Celui-ci se voit confier un immense mandat qui regroupe l'immigration, l'émigration, les cercles agricoles et l'entretien des chemins de colonisation. Agriculture et colonisation vont de pair jusqu'en 1897. Puis, la gestion de l'agriculture, seule, relève d'un département jusqu'en 1961. En 1962, de nouveau associée à la colonisation, l'agriculture est désormais sous la gouverne d'un ministère. En 1973, ce ministère oriente ses actions non plus simplement vers la production et le développement du territoire agricole, mais aussi vers la transformation, la mise en marché et la commercialisation des produits. Dans les années 1980, les mots « pêcheries » et « alimentation » s'ajoutent à la nomenclature tandis que le terme « colonisation » s'efface définitivement.

Audrey Bouchard

Archiviste, Archives nationales à Québec

La mission du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a évolué et s'est diversifiée au fil du temps. L'exploration de ses archives montre comment le gouvernement encourage et récompense ceux et celles qui nourrissent la population du Québec, et permet de découvrir le monde agroalimentaire.

▲ **Famille d'Henri Brière, concurrent pour la médaille d'argent de l'Ordre du défricheur, Saint-Nazaire, Abitibi-Est, 1957. Archives nationales à Québec, fonds Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (E9, S102, SS5, D1, P2788).**

PHOTOGRAPHE NON IDENTIFIÉ.

Chez Hector Banville, concurrent pour la médaille d'argent de l'Ordre du mérite du défricheur, Saint-Narcisse-de-Rimouski, août 1952. Archives nationales à Québec, fonds Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (E9, S102, SS5, D1, P111E).

PHOTOGRAPHE NON IDENTIFIÉ.



L'Ordre national du mérite agricole

C'est au journaliste Édouard-André Barnard que l'on doit l'un des plus célèbres concours encore en vigueur : l'Ordre national du mérite agricole du Québec (ONMA). Dès 1884, Barnard propose son idée au premier ministre Honoré Mercier. Après un voyage en France, inspiré par des compétitions similaires en Europe, Mercier accepte sa demande. Ce concours incite les cultivateurs à améliorer leurs connaissances et leurs pratiques agricoles pour augmenter le rendement de leurs terres et la qualité de leurs produits.

Très tôt dans l'histoire de la compétition, l'ONMA divise le Québec en cinq zones territoriales, afin d'assurer l'égalité des chances des participants. Ce découpage géographique tient compte du climat et du type de sol. Chaque année, une des cinq régions accueille le concours. Un jury évalue l'ensemble des fermes qui ont soumis leur candidature selon plusieurs critères : le soin apporté aux animaux et le rendement des cultures, bien sûr, mais aussi le jardinage, le tissage, la mise en conserve et l'implication communautaire. Des catégories récompensent les jeunes et la relève. Les distinctions sont attribuées lors d'un banquet auquel assiste le premier ministre. Aujourd'hui, des galas régionaux et une cérémonie de remise officielle honorent les lauréats.



Diplôme de l'Ordre du mérite agricole du Québec, 1989. Archives nationales à Québec, fonds Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (E9 1996-02-008/46).



Banquet de l'Ordre du mérite du défricheur en présence notamment du premier ministre Jean Lesage (au centre), 1960. Archives nationales à Québec, fonds Ministère de la Culture et des Communications (E6, S7, SS3, D64).

PHOTOGRAPHE NON IDENTIFIÉ.



Famille de Michel Denis, lauréat de la médaille d'or du premier concours de l'Ordre du mérite du défricheur, Saint-Ubalde, Portneuf, 1950. Archives nationales à Québec, fonds Ministère de la Culture et des Communications (E6, S7, SS1, P79379).

PHOTO : GÉRARD OUELLET.

Par son concours, l'Ordre du mérite du défricheur veut, entre autres, reconnaître les services rendus à l'œuvre de la colonisation.

De multiples changements pour un concours plus que centenaire

Dès 1935, l'ONMA ajoute une catégorie à son concours pour souligner le travail des colons œuvrant sur les terres toujours non cultivées. Puis, en 1950, l'Ordre du mérite du défricheur est officiellement créé. L'objectif est « d'encourager chez les colons une saine émulation pour le défrichement des terres neuves [...] et reconnaître les services rendus à l'œuvre de la colonisation¹ ». Cette nouvelle compétition juge le travail de défrichement, d'essouchage, d'assainissement du terrain, d'ameublement, de construction de l'habitation et des dépendances ainsi que la production des champs et du troupeau. Ce concours cesse en 1982.

À partir de 1980, les épouses des lauréats de l'ONMA reçoivent enfin la même distinction que leur mari. C'est seulement en 1985 qu'une première femme est nommée membre du jury. La grille d'évaluation des années 1990 montre les préoccupations de l'époque. S'ajoutent aux critères l'actualisation des connaissances, l'équilibre travail / qualité de vie et la conservation des ressources². À cette époque, le vocabulaire aussi évolue. L'agriculteur devient un producteur agricole. Les mots « producteurs agricoles ou enfants de producteurs agricoles » remplacent également « cultivateurs ou fils de cultivateurs³ ».

Les archives de ces concours permettent de faire un véritable voyage temporel rural. Les photographies illustrent les remises de prix et témoignent du quotidien des exploitations agricoles gagnantes. Les rapports annuels présentent les personnes lauréates. Enfin, la correspondance, les discours ainsi que les communiqués de presse complètent les dossiers d'archives.

1. *Loi concernant l'Ordre du mérite du défricheur*, SQ, 1950 (Geo VI), c. 7.

2. Notes historiques sur le concours, 1994. Archives nationales à Québec, fonds Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (E9, 2016-02-008/46).

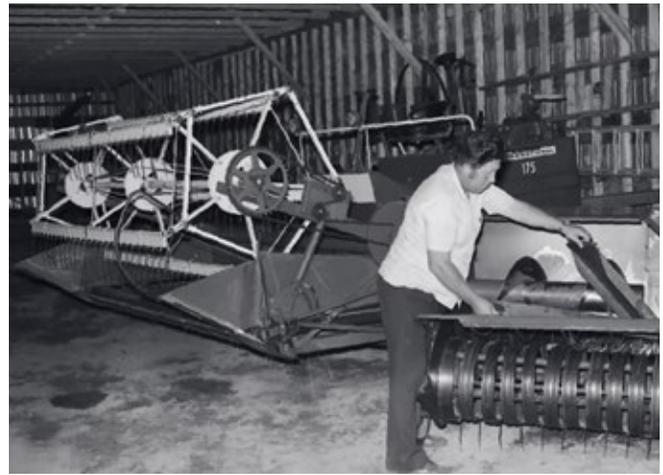
3. *Loi modifiant la Loi sur le mérite agricole*, RLRQ 1999, c. 42.

Nourrir le Québec, une série sur l'agriculture des années 1980

Le fonds contient également une série de 90 vidéos réalisées par le MAPAQ intitulée *Nourrir le Québec*. Produites de 1980 à 1985, ces émissions maintenant disponibles en ligne démystifient le secteur agroalimentaire en donnant la parole aux gens de l'industrie et aux spécialistes sur des sujets qui font écho aux préoccupations actuelles, comme le désir d'avoir une alimentation équilibrée tout en respectant son budget. Les épisodes renseignent sur différentes productions végétales et animales du Québec, par exemple, les vignes, le veau, les pommes, le lait, le sirop d'érable, les fraises, etc. Des enjeux du monde agricole y sont aussi abordés, comme les suites de l'adoption de la *Loi sur la protection du territoire agricole* en 1979, les assurances, l'informatique à la ferme, etc. Enfin, *Nourrir le Québec* s'intéresse à l'alimentation et à la consommation, abordant des sujets allant des aliments surgelés à la gestion d'un supermarché. Chaque épisode se termine par une démonstration culinaire en lien avec le sujet de l'émission.

La série *Nourrir le Québec*, tout comme les dossiers des concours agricoles, peut servir d'amorce pour découvrir l'imposant fonds du MAPAQ. Réparti dans la majorité des centres des Archives nationales partout sur le territoire québécois, celui-ci montre l'importance du secteur agricole dans la province. Le fonds est aussi riche de documents anciens : des registres des terres, de la correspondance liée à la colonisation ou des renseignements relatifs au commerce des fourrures. La recherche en agriculture, la santé et le bien-être animal, l'aquaculture, les courses de chevaux, les instituts de technologies agroalimentaires comptent également parmi les sujets recensés. Une multitude de plans de seigneureries et de travaux de drainage hydraulique des fermes du Québec contenus dans ce fonds peuvent être consultés en ligne.

Le MAPAQ oriente maintenant une partie de ses actions vers l'agriculture urbaine et biologique, l'achat local ainsi que la traçabilité des aliments. Les dossiers touchant ces nouvelles préoccupations seront bientôt conservés aux Archives nationales et entreront ainsi dans l'histoire.



Ferme de William Elzen Vanden, concurrent de l'Ordre du mérite agricole, 1973. Archives nationales à Québec, fonds Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (E9, S444, SS1, D73-75).

PHOTOGRAPHE NON IDENTIFIÉ.

Échelle de pointage de l'Ordre du mérite agricole provincial, 1975. Archives nationales à Québec, fonds Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (E9 1992-04-006/3).

MÉRITE AGRICOLE PROVINCIAL		ÉCHELLE DE POINTAGE	
Quatre divisions			
I	Productivité des champs	300 points	
II	Productivité des animaux	200 points	
III	Productivité de la main d'œuvre	200 points	
IV	Administration	200 points	
V	Intégration des secteurs de l'entreprise	100 points	
VI	Contribution sociale de la famille	100 points	
		TOTAL:	1000 points
VI CONTRIBUTION SOCIALE DE LA FAMILLE _____ 100			
	a) entente générale	20	
	b) l'apport	40	
	c) l'épargne	40	
			1000
MODE D'AJUSTEMENT			
Dans le cas d'une ferme fonctionnant spécialement, si une des six grandes divisions de l'échelle de pointage n'est pas applicable, le total des points consenti sur les cinq autres divisions sera ajusté pour porter le pointage général à 1000, selon le mode de calcul suivant:			
Points consentis à 1000			
Maximum possible			
I	PRODUCTIVITÉ DES CHAMPS _____ 300		
	a) aspect général	50	
	b) l'état du sol	25	
	c) l'état des plantes	25	
II	PRODUCTIVITÉ DES ANIMAUX _____ 200		
	a) état général (ovins)	50	
	b) services de troupeau	50	
	c) alimentation	50	
	d) adaptation	50	
III	PRODUCTIVITÉ DE LA MAIN D'ŒUVRE _____ 200		
	a) programme de travail	50	
	b) utilisation des ressources	25	
	c) utilisation de l'outil	25	
IV	ADMINISTRATION _____ 200		
	a) distribution des espèces	50	
	b) comptabilité	50	
	c) programme de crédit	50	
	d) statut juridique	50	
V	INTERRELATIONS DES SECTEURS DE L'ENTREPRISE _____ 100		
	a) équilibre général des facteurs de production	60	
	b) forme comme unité de consommation	40	



**Famille d'Émile Morin,
lauréat de la médaille
de bronze de l'Ordre
du mérite du défricheur,
Saint-Émile, Témiscouata,
août 1952. Archives
nationales à Québec,
fonds Ministère
de l'Agriculture,
des Pêcheries et
de l'Alimentation
(E9, S102, SS5, D1, P124J).**

PHOTOGRAPHE NON IDENTIFIÉ.

Jeanne Beaudoin
(née Ouellette)
et Omer Beaudoin,
1956. Collection
personnelle.

PHOTO : © KÉRO.



Agronome au département
de l'Agriculture du Québec,
Omer Beaudoin (1912-2005)
immortalise, au moyen de son
appareil photographique, les
gestes de la terre des cultivateurs.
Les fermes sont sublimes
par son objectif, mis au service
du concours du mérite agricole
pendant près de 20 ans.

Omer Beaudoin

Agronome-photographe du Québec rural

Marie-France Leclerc

Bibliothécaire, Bibliothèque nationale

Corvée familiale aux champs, run de lait à cheval, décolletage des betteraves à sucre, tissage artisanal ou mise en conserve des récoltes du jardin potager : ces scènes rurales ne sont que quelques-uns des instantanés d'histoire capturés par Omer Beaudoin. Agronome de formation, celui-ci est l'auteur de près de 7000 photographies conservées dans le fonds d'archives de l'Office du film du Québec¹. Pris pour le compte du département de l'Agriculture, tous ses clichés dépeignent le travail à la ferme, tel que pratiqué entre les années 1940 et 1960.

Hommage en noir et blanc à l'agriculture et aux gens de la terre, l'œuvre d'Omer Beaudoin révèle un photographe d'une grande finesse, au regard ethnographique. Sa fille Kéro, photographe renommée entre autres pour ses portraits d'écrivaines et écrivains québécois, a accepté de partager ses souvenirs à propos de son père². Ce sont de précieux compléments aux sources primaires par moments silencieuses. Une fois réunies, ces informations mettent en lumière l'histoire, jusqu'alors méconnue, des photographies d'Omer Beaudoin.

1. Ce nombre est cependant en deçà de la production réelle réalisée par Omer Beaudoin.
2. Merci à Kéro Beaudoin, qui a pris part au projet de ce texte avec enthousiasme, a fourni le portrait de ses parents et a offert ses lumières pour la sélection des photographies accompagnant l'article.

De l'agronomie à la photographie

C'est à Saint-Samuel-de-Horton, municipalité du Centre-du-Québec, qu'Omer Beaudoin voit le jour le 1^{er} juin 1912. Fils de Félix Beaudoin et d'Anna Lajoie, il est le deuxième de quatre enfants. Vers 1914, la famille déménage à Macamic, dans la foulée de la colonisation de l'Abitibi. Omer Beaudoin y passe une partie de sa jeunesse, mais une série d'événements, déclenchée par le décès de son père en 1918, le mène à faire son cours classique au Collège de Lévis. Après l'obtention de son diplôme en 1931, il s'inscrit à l'Institut agricole d'Oka. Il complète un baccalauréat en sciences agricoles en 1934 et poursuit sa scolarité jusqu'à recevoir une licence en 1939. Doué pour les études et doté d'un esprit scientifique, Beaudoin se lie d'amitié avec certaines figures marquantes de la botanique comme le père trapiste Louis-Marie Lalonde et l'écologiste Pierre Dansereau. Entre-temps, en 1937, Omer Beaudoin et Jeanne Beaudoin (née Ouellette) se marient. Le couple aura deux enfants : Jean et Kéro.

Hommage en noir et blanc
à l'agriculture et aux gens de la
terre, l'œuvre d'Omer Beaudoin
révèle un photographe
d'une grande finesse.

La carrière de photographe d'Omer Beaudoin se profile à l'horizon lorsqu'il devient employé du département de l'Agriculture, en 1935. À titre d'agronome, il travaille au fil des ans au sein de différentes divisions, comme celle de la protection des cultures. Parallèlement, en 1941, le gouvernement crée le Service de ciné-photographie (SCP), plus tard appelé Office du film du Québec. Le Service réunit la production audiovisuelle et photographique de tout l'appareil gouvernemental. Les films et les photos découlent des commandes des ministères et des départements, qui disposent de leurs propres fonctionnaires chasseurs d'images.

L'avènement du SCP est d'ailleurs profondément lié aux efforts d'agronomes œuvrant dans l'orbite du gouvernement. Dès les années 1920, Joseph Morin, du département de l'Agriculture, promeut le cinéma pédagogique avant d'être nommé à la direction du service, qu'il assumera jusqu'en 1963. L'abbé et agronome Maurice Proulx, qui réalise les premiers films documentaires québécois, participe notablement à son développement. C'est aussi un ancien professeur d'agronomie de Proulx, Adélard Godbout, qui décrète, en qualité de premier ministre du Québec, la mise sur pied du Service de ciné-photographie.

**Orge à brasserie
chez Jos Hudon à
Saint-Denis, comté
de Kamouraska,
1952. Archives
nationales à Québec,
fonds Ministère de
la Culture et des
Communications
(E6, S7, SS1, P94052).**

PHOTO : OMER BEAUDOIN.







**Armand Théoret
à Sainte-Sophie-
de-Lacorne, comté
de Terrebonne, 1955.
Archives nationales
à Québec, fonds
Ministère de la Culture
et des Communications
(E6, S7, SS1, P2884-55H).**

PHOTO : OMER BEAUDOIN.

Dans cette conjoncture créatrice, Omer Beaudoin prend l'appareil-photo au nom du département de l'Agriculture : ses premiers clichés remontent ainsi aux balbutiements du SCP, à l'aube des années 1940. Autodidacte, il perfectionne d'abord son art à l'aide de matériel de seconde main. Ses appareils de prédilection sont notamment le Speed Graphic de Graflex et le Rolleiflex. Mettant à profit sa rigueur scientifique, l'agronome apprend aussi les procédés chimiques à la base de la photographie argentique et préfère sa chambre noire aux laboratoires du gouvernement. Dès lors, il développe ses films lui-même ; sa femme, Jeanne, veille minutieusement à la retouche.

Les plus belles fermes familiales du Québec

À compter de 1947, Omer Beaudoin est chargé de couvrir le concours de l'Ordre national du mérite agricole. Grâce à ce rôle, le photographe exprimera particulièrement l'étendue de son talent. Instituée en 1890, cette compétition vise à encourager l'agriculture au moyen de récompenses honorifiques, décernées aux cultivateurs les plus méritants du Québec³.

3. Pour en savoir davantage sur ce concours et sur celui de l'Ordre du défricheur, voir l'article d'Audrey Bouchard aux p. 30-35.

**Mademoiselle Bouffard
à la ferme familiale
à Saint-Léon-de-
Standon, 1957.
Archives nationales
à Québec, fonds
Ministère de la Culture
et des Communications
(E6, S7, SS1, P3604 57H).**

PHOTO : OMER BEAUDOIN.



Emballage du fromage Gouda chez les Pères trappistes de Mistassini, 1951. Archives nationales à Québec, fonds Ministère de la Culture et des Communications (E6, S7, SS1, P86875).

PHOTO : OMER BEAUDOIN.

Mise en conserve du maïs chez Émile Létourneau, Saint-Luc, comté de Saint-Jean, 1951. Archives nationales à Québec, fonds Ministère de la Culture et des Communications (E6, S7, SS1, P88835).

PHOTO : OMER BEAUDOIN.







Récolte des tomates pour la mise en conserve chez Daniel Guertin, Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, 1951. Archives nationales à Québec, fonds Ministère de la Culture et des Communications (E6, S7, SS1, P88607).

PHOTO : OMER BEAUDOIN.

Ayant pour mission de documenter les fermes compétitrices, Omer Beaudoin voyage donc aux quatre coins du Québec, à bord de son automobile de marque Austin. À ses côtés, Jeanne l'accompagne invariablement. Dès l'arrivée des beaux jours, ils partent ensemble à la rencontre des agriculteurs et de leur famille. Si leur histoire n'est pas sans rappeler celle du film *J. A. Martin photographe* (1977), c'est parce que le classique de Jean Beaudin s'en inspire librement. Kéro Beaudoin a fait le récit singulier de la vie de ses parents au réalisateur, à l'époque où tous les deux travaillaient à l'Office national du film du Canada.

Omer et Jeanne Beaudoin visitent alors les exploitations agricoles les plus brillantes de la province, de la Gaspésie à l'Outaouais. Sur le terrain, le tandem se partage le travail, qui débute tôt le matin. Après le premier contact et les présentations cordiales avec la maisonnée, Omer Beaudoin prend des photos sous l'œil du cultivateur candidat tandis que Jeanne Beaudoin s'entretient avec l'épouse de celui-ci, tout aussi indispensable au bon roulement de la ferme. Conformément à la grille d'analyse du concours, l'agronome-photographe capture certains éléments clés : les bâtiments, la cour, les champs, les vergers, les récoltes, les animaux, la machinerie, l'outillage, les travaux ou les arts domestiques.

Une parcelle d'histoire

Omer Beaudoin immortalise en photo ces mérites agricoles jusqu'en 1965. Ses images ornent les pages des rapports annuels de l'épreuve, qui recensent les exploitations agricoles victorieuses. Au cours des années qui suivent, il s'implique comme président du jury et secrétaire de la commission du concours. À ce travail de documentation, Beaudoin apporte sa touche personnelle. Au-delà des points à accorder, il réalise de nombreux portraits des familles rencontrées, avec lesquelles lui et sa femme tissent des liens étroits. Il photographie même à plusieurs reprises certains foyers, qu'il revisite selon le rythme quinquennal de la compétition.

La richesse de l'œuvre d'Omer Beaudoin repose notamment sur l'identification patiente des visages : noms, années et lieux sont spécifiés. Preuve de son respect pour les agriculteurs, il leur transmet ensuite les photos, qu'il développe lui-même. Selon des témoignages récoltés par sa fille, les irremplaçables photographies se transmettent, chez certaines familles, de génération en génération.

C'est aussi à l'histoire du Québec rural qu'Omer Beaudoin, décédé en 2005, laisse un héritage absolument sans précédent. Grâce à son objectif à la fois connaisseur et appliqué, les gens de la terre et les savoir-faire traditionnels du milieu du xx^e siècle sont passés à la postérité.

L'alcool au Québec

Petit album souvenir

Danielle Léger et Isabelle Robitaille

Bibliothécaires, Bibliothèque nationale

De Jean Talon aux microbrasseries, l'activité vinicole et brassicole se déploie depuis près de 400 ans en territoire québécois.

Les images proposent une histoire en raccourci, entre célébration et controverse.

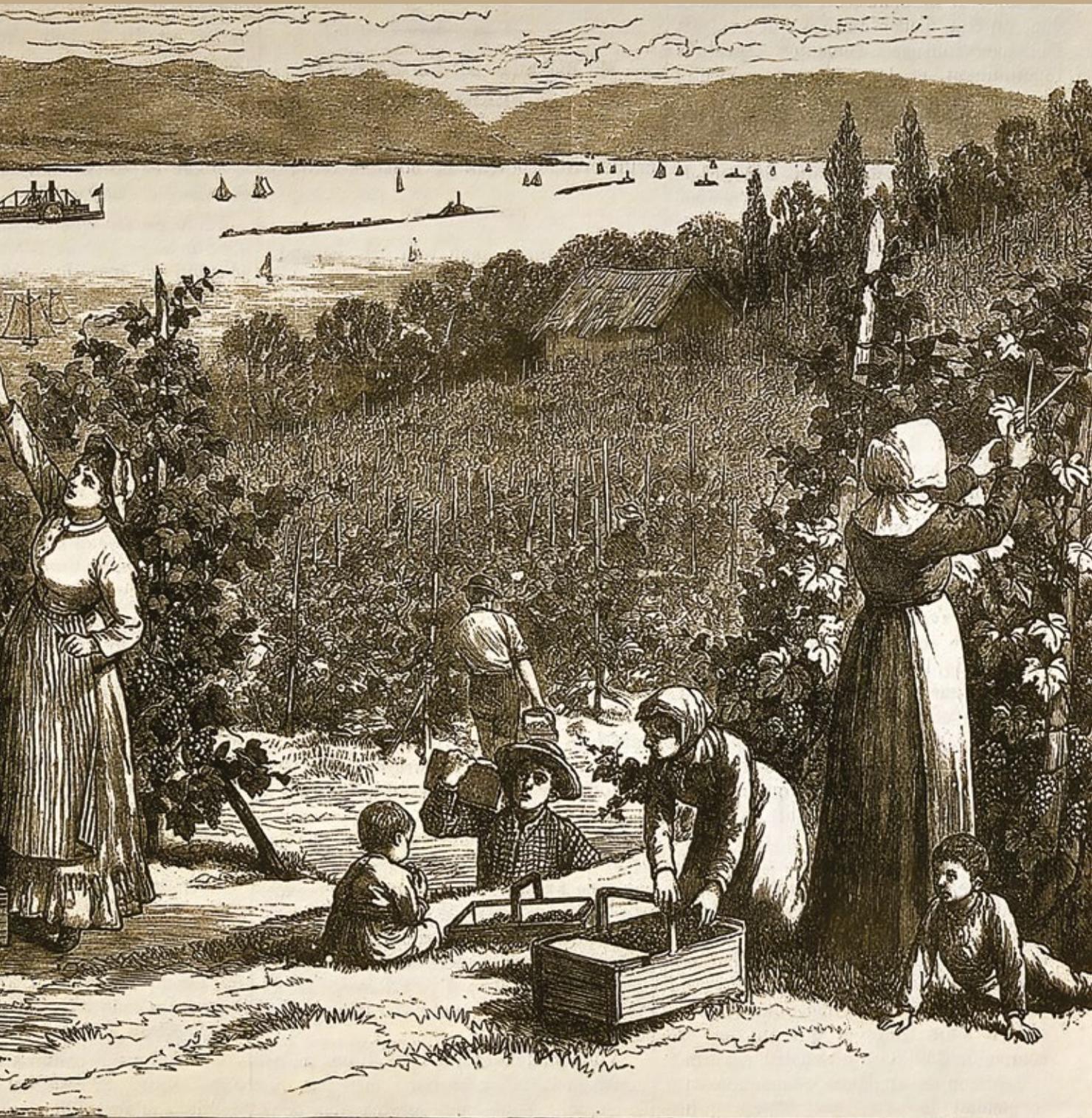
À l'arrivée des premiers explorateurs français, la vigne sauvage pousse en abondance sur les rives du fleuve Saint-Laurent, notamment sur l'île de Bacchus (nom donné par Jacques Cartier à l'actuelle île d'Orléans). La déception sera vive : les fruits de *Vitis riparia* donnent un vin âcre. Quant aux plants de vigne européenne apportés en 1608 par Samuel de Champlain, ils ne survivent pas aux hivers québécois.

Sur les traces de Jean Talon

En 1670, l'intendant Jean Talon crée une brasserie afin de diminuer la dépendance de la colonie envers les coûteuses importations européennes. Bien qu'éphémère, l'entreprise est un signal avancé de l'engouement que connaîtra la bière en terre québécoise.

« La récolte du raisin – Les vignobles canadiens » dans *L'Opinion publique*, vol. 10, n° 44, 30 octobre 1879, p. 519.





LA RÉCOLTE DU RAISIN
LES VIGNOBLES CANADIENS

Les Voutes Talons



BRASSERIE BOSWELL
QUEBEC

*Construites en 1668
Restaurées et
maintenues en état
de conservation
grâce à la
vigilance de la*

CANADA

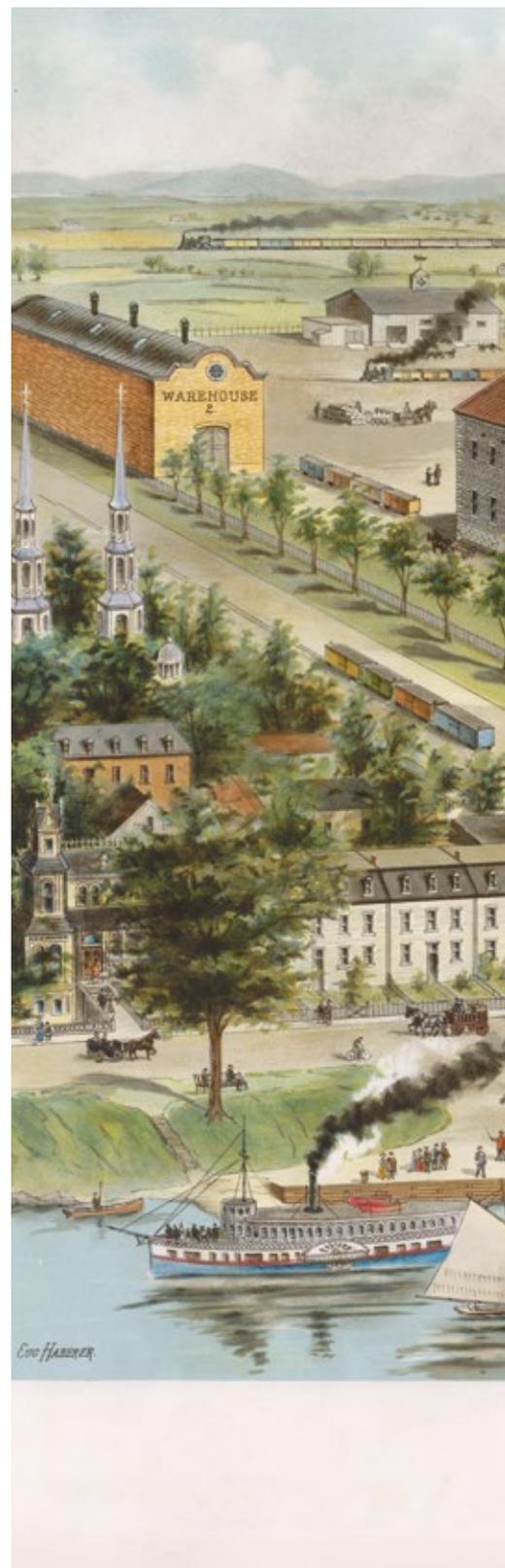
Au milieu du xix^e siècle, Joseph Knight Boswell, d'origine irlandaise, ouvre sa propre brasserie non loin des vestiges de celle de Jean Talon. Comme en témoigne une carte postale conservée par BAnQ, la Brasserie Boswell a restauré ce qu'elle croit (à tort) être les « Voûtes Talon » et y convie les visiteurs.

Naissance d'une industrie

À la même époque, grâce à des cépages hybrides américains, des vignobles s'établissent en terre canadienne. En août 1879 paraît un reportage illustré sur le vignoble de Beaconsfield, à l'ouest de l'île de Montréal, qui compte 2500 plants. La gravure reproduite dans *L'Opinion publique* fait écho à une nouvelle source de prospérité viticole, qui va toutefois décliner dès la fin du siècle. Il faudra attendre 1939 et Joseph-O. Vandal, considéré comme le père de la viticulture québécoise moderne, pour qu'on produise du vin en abondance. Puis, en 1980, un premier vignoble commercial québécois est établi à Dunham, dans les Cantons-de-l'Est.

La distillerie Melchers de Berthierville s'élevait près du fleuve Saint-Laurent, dans une zone abritée par l'archipel du lac Saint-Pierre. Une belle lithographie en couleurs réalisée par Eugene Haberer au début du xx^e siècle témoigne de la fabrication industrielle de spiritueux. Dans une ancienne sucrerie, la filiale canadienne de la célèbre distillerie hollandaise fabrique du gin à base de genévrier et engraisse ses vaches avec les résidus du grain.

**Les voutes Talons –
Brasserie Boswell,
Québec, Canada,
carte postale, s. l.,
s. é., vers 1930.**



**Eugene Haberer,
The Melchers Gin
& Spirits Distillery
Co. Limited,
Berthierville, Qué.,
lithographie,
53 x 76 cm,
s. l., s. é., vers 1900.**



Toronto Lithographing Co. Ltd

THE MELCHERS GIN & SPIRITS DISTILLERY CO. LIMITED.
BERTHIERVILLE, QUE.



▲▲ In agin, out agin – In good Old Montreal, carte postale, Montréal?, s. é., entre 1921 et 1933.

▲ Brillon, Le mardi gras, carte postale, Montréal, Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, série « La joie de vivre », 1963?

Publicité de la bière Dow dans Le Bulletin des agriculteurs, 10 décembre 1931, p. 6.

De la prohibition à la modération

Une carte postale humoristique des Années folles montre la popularité de Montréal comme destination touristique des amateurs étasuniens de gin, de rye, de bourbon, de whisky. Confrontés à la prohibition, nos voisins du sud en sont réduits à consommer un alcool onéreux et de qualité douteuse dans des débits clandestins. Pourquoi ne pas traverser la frontière pour obtenir le précieux liquide distribué par la Commission des liqueurs québécoise¹? Créée dans la controverse en 1921 par le gouvernement Taschereau, cette agence gouvernementale devenue la Société des alcools a récemment célébré son premier centenaire.

L'alcool arbore deux visages, celui du plaisir et celui du désarroi. Des messages de tempérance sont diffusés en Nouvelle-France dès le milieu du XVII^e siècle. Vers la fin des années 1830, des prédicateurs persévérants orchestrent une vaste mobilisation contre la consommation d'alcool au Canada français. D'abord moralisatrice, l'approche mise peu à peu sur l'éducation et la sensibilisation. De la promotion de l'abstinence, on passe à des messages de modération qui interpellent les enjeux de santé et de société. Avec la carte postale de la Société Saint-Jean-Baptiste représentée ici, Brillon affirme sans l'écrire : « La modération a bien meilleur goût ».

1. Voir l'article de Michèle Lefebvre sur la vie nocturne à Montréal aux p. 52-57.

LE SAC DE GRAIN DEVIENT UN CHAMP DE BLE . . . C'EST A CAUSE DES "ENZYMES"



Le corps humain ne saurait se développer et se garder en bonne santé sans l'aide des ENZYMES.

Grâce au procédé de brassage Dow, les ENZYMES qu'il y a dans le malt d'orge (qui constitue la base même du moût de la Bière Dow Old Stock) réagissent complètement et permettent aux précieuses propriétés nutritives de l'orge de passer dans la bière.

La BIÈRE DOW OLD STOCK vous assure donc cette source supplémentaire de propriétés nutritives et fortifiantes, tout en étant un breuvage moelleux et rafraîchissant. Essayez-la aujourd'hui . . . vous n'y perdrez rien!

On constate que le lait en bouteille laissé au soleil possède une saveur spéciale. Même 10 minutes produisent un effet appréciable. — Extrait de la "GAZETTE" de Montréal.

Le soleil peut aussi changer la saveur de la bière, tout comme il change celle du lait. C'est pourquoi la Bière Dow Old Stock est toujours mise dans une bouteille verte.

Bière

Dow

Old Stock

ENZYMES

Les enzymes sont des ferments solubles essentiels, présents dans les sucs digestifs et dans certains aliments, dont ils transforment les éléments nutritifs de façon à les rendre assimilables. Sans leur concours, la plupart des êtres vivants ne pourraient trouver leur substance dans la nourriture. Leur action fait partie du processus de vie de la nature, qui rend possible la respiration, assure le croissement et entretient les forces.



SES "ENZYMES" FAVORISENT LA SANTE

Publicité de la bière
Labatt 50 avec
Olivier Guimond
dans *Le Bulletin
des agriculteurs*,
novembre 1965, p. 83.

Lui, y connaît ça...

sa bière, y a rien qui *Labatt!*

Son métier d'agriculteur,
il le connaît bien.
Comme tant d'autres, il aime bien
son travail et il en est fier.
Quand vient le temps de choisir sa bière,
là aussi il sait ce qu'il fait. Il sait que la "50",
c'est une vraie bonne bière, une bière parfaite.
Lui... y connaît ça!

Stratégies publicitaires

Voilà des décennies que les produits de l'alcool suscitent le recours à des techniques publicitaires variées. Ainsi, en 1911, un certain Hormisdas Magnan publie à Québec une brochure intitulée *La propagande antialcoolique par la publicité intensive*. Son approche, présentée l'année précédente au premier congrès de tempérance du diocèse de Québec, prêche le recours aux médias imprimés, du journal à l'affiche.

Diffusée au début des années 1930, une publicité courtise la gent féminine et célèbre les vertus enzymatiques de la très populaire bière Dow. Ce gage de santé sera brutalement remis en cause en 1966, compromettant l'avenir de la brasserie fondée 176 ans plus tôt par Thomas Dunn. Selon certains journalistes, une enzyme aurait occasionné plusieurs hospitalisations et 16 décès chez les grands buveurs de bière Dow de la ville de Québec. Le sulfate de cobalt – un additif ajouté à la bière pour la faire mousser – sera finalement mis en cause. Plus de deux millions de litres de « la bière qui tue » seront retirés du marché et déversés dans le fleuve Saint-Laurent. Les brasseries concurrentes s'empresseront de grignoter les importantes parts de marché de l'entreprise déchu.

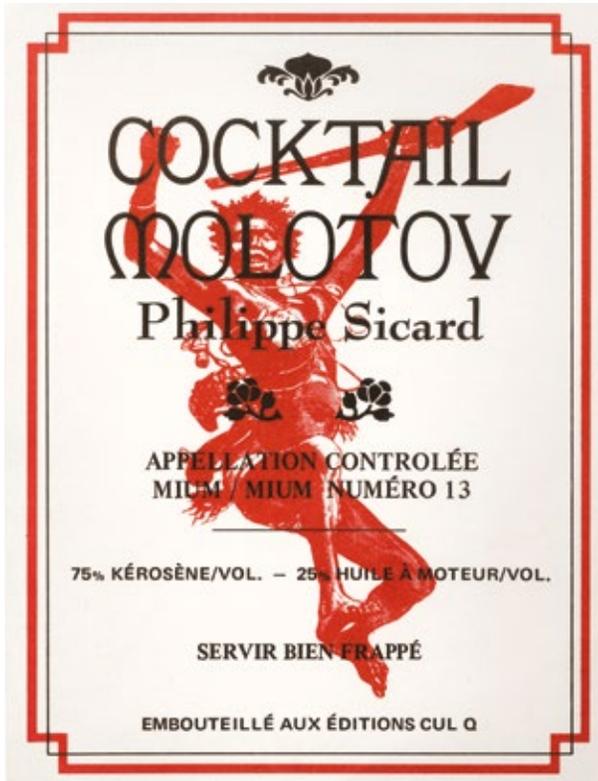
Selon le publicitaire
Jacques Bouchard,
son agence a conçu
la campagne parfaite
avec Olivier Guimond
et le slogan
Lui, y connaît ça.

Pendant la Révolution tranquille, des agences québécoises innovent avec des campagnes publicitaires qui ciblent spécifiquement les consommateurs du Québec. Visuels, slogans, messages sont taillés sur mesure. Sans négliger le choix des ambassadeurs de produits, du hockeyeur vedette Maurice Richard à l'humoriste Olivier Guimond. Selon le publicitaire Jacques Bouchard, son agence (BCP) a conçu « la campagne parfaite » avec *Lui, y connaît ça*². À la télé, dans les journaux, c'est un hommage aux différents métiers qui rafle plusieurs prix au concours du Publicité Club de Montréal.

2. Marie-Claude Ducas, *Jacques Bouchard, le créateur de la publicité québécoise*, Montréal, Québec Amérique, 2014, p. 92.

Michel Côté,
Marcel Gauthier et
Marc Messier pour la
promotion de la pièce
Broue, 1982. Archives
nationales à Montréal,
fonds Les Productions
3M [pièce de théâtre
Broue] (P10020).

PHOTO : MICHEL TREMBLAY.



Philippe Sicard,
Cocktail molotov,
livre d'artiste,
Montréal,
Éditions Cul Q,
1977. Détail.

L'alcool, source de création

Le 21 mars 1979, la compagnie de théâtre des Voyagements convie le public, dans la salle du même nom, boulevard Saint-Laurent, à la première de *Broue*. Cette comédie convoque une galerie de personnages qui visitent une taverne la veille du jour où celles-ci seront obligées d'admettre les femmes en vertu d'une nouvelle loi québécoise. Le spectacle connaît un succès fou. Avant de céder les planches à un nouveau trio, les comédiens Michel Côté, Marc Messier et Marcel Gauthier ont fait salle comble pendant 38 années, cumulant 3322 représentations et plus de 3 millions de spectateurs.

Pour clore cet album, nous avons choisi une étiquette subversive et explosive, sans bouteille, signée Philippe Sicard. Ornée d'une figure guerrière menaçante, l'étiquette affiche une teneur inquiétante en kérosène et huile à moteur. La consigne « Servir bien frappé » laisse ici songeur. Tirée en offset en 14 exemplaires par les Éditions Cul Q, elle est accompagnée d'un bandeau de millésime au monstre grimaçant daté d'avril 1977. Créée trois ans plus tôt sous la direction de Jean Leduc, cette maison d'édition a publié une soixantaine de livres et d'objets qui revisitent les formes traditionnelles de la poésie, du texte et du support³. Les créateurs actuels découvrent à leur tour le format étiquette, réalisant des œuvres visuelles qui ornent plusieurs bouteilles de boissons alcoolisées produites au Québec.

De la culture de la vigne à la contre-culture, ce petit album illustré n'est qu'un apéritif. Les collections de la Bibliothèque nationale recèlent bien d'autres imprimés qui racontent l'histoire de l'alcool au Québec... et qui ont bien vieilli.

À votre santé!

3. Sophie Drouin, « Quand le livre s'en mêle – Contestation et humour aux Éditions Cul Q », *À rayons ouverts*, n° 86, printemps-été 2011, p. 14-16.

Voyagements inc. présente *Broue* [...] textes : Barbeau, Caron, Gurik, Beauchamp, Meunier, Ruel, Saia, Plante – Mis en scène, joué par Michel Côté, Marcel Gauthier, Marc Messier [...], affiche, 52 x 43 cm, Montréal, Théâtre des voyagements, 1979.

AU THÉÂTRE DES VOYAGEMENTS

5145 ST-LAURENT (PRÈS LAURIER)



TEXTES:
BARBEAU, CARON, GURIK,
BEAUCHAMP, MEUNIER,
RUEL, SAÏA, PLANTE

MIS EN SCÈNE,
JOUÉ PAR:
MICHEL CÔTÉ,
MARCEL GAUTHIER,
MARC MESSIER
DÉCOR:
DENIS ROUSSEAU
COSTUMES:
FRANÇOIS LAPLANTE
MUSIQUE:
ROBERT MARIEN

VOYAGEMENTS INC.
PRÉSENTE:

BROUË

DU 21 MARS AU 21 AVRIL. À 20h30

RESERVATION APRÈS 17h 274-7985 ■ RELACHE LE LUNDI

Alys Robi, 1947.
Archives nationales
à Montréal,
fonds La Presse
(P833, S1, D1431).

PHOTO : BRUNO HOLLYWOOD,
N. Y. C.





Soirée au cabaret
Normandie Roof,
9 août 1940.
Archives nationales
à Montréal, fonds
Conrad Poirier
(P48, S1, P05888).

PHOTO : CONRAD POIRIER.

Ah ! Les nuits de Montréal...

Des années 1920 aux années 1950, les nuits de Montréal vibrent au rythme des cabarets. D'abord dominé par des artistes américains puis français, le monde du spectacle de variétés se transforme peu à peu en espace d'apprentissage et d'expérimentation pour une nouvelle génération d'artistes québécois.

Michèle Lefebvre

Bibliothécaire, Bibliothèque nationale

Au début des années 1920, la prohibition américaine et les lois restrictives des provinces canadiennes anglophones provoquent un phénomène inattendu : Montréal la catholique devient la reine de tous les plaisirs nocturnes ! Pendant plus d'une dizaine d'années, elle sera la seule grande ville d'Amérique du Nord où l'alcool coule à flots, attirant les touristes à la recherche de sensations fortes.

En effet, la prohibition américaine pousse beaucoup d'artistes étasuniens, mis au chômage forcé par la fermeture des boîtes de nuit de leur pays, à venir se produire à Montréal. Attirée par l'appât du gain, la pègre new-yorkaise déploie peu à peu ses tentacules dans la métropole québécoise. En plus de contrôler les salles de jeu clandestines et la prostitution, elle ouvre de nombreux cabarets au centre-ville, dans l'axe des rues Sainte-Catherine et Saint-Laurent. Ces lieux de divertissement, où l'on boit aussi bien du champagne que de la bière, servent également au blanchiment d'argent...

Variétés et jazz

Les cabarets montréalais proposent des spectacles de variétés, une formule développée aux États-Unis et au Royaume-Uni à la fin du XIX^e siècle. Il s'agit d'un enchaînement de numéros variés incluant notamment du chant, de la danse, des acrobaties, de la prestidigitation, de la jonglerie et des sketches comiques ou dramatiques.



Oscar Peterson,
musicien de jazz,
juin 1963. Archives
nationales à Montréal,
fonds La Presse
(P833, S2, D4322-010).

PHOTO : ROGER ST-JEAN.

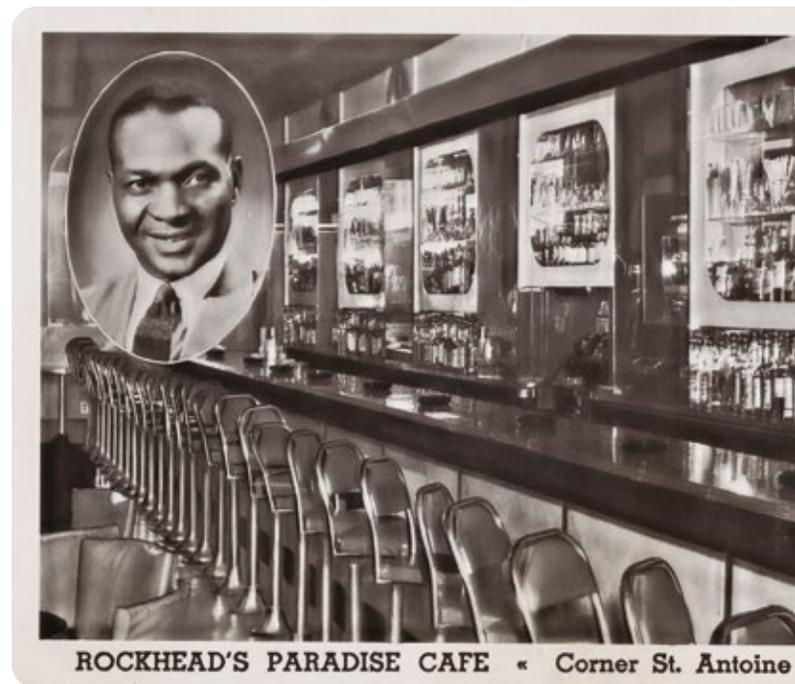
Le Rockhead's Paradise, premier club
détenu par un homme d'affaires noir
montréalais, attire de grands noms
du jazz américain.

Un orchestre veille à l'ambiance et permet aux spectateurs d'aller se délasser sur la piste de danse entre les numéros. Pour assurer la cohérence de la soirée, un maître de cérémonie présente les différentes prestations tout en amusant l'auditoire avec des blagues empruntées aux comiques de New York ou de Hollywood.

Certains établissements se spécialisent dans un genre nouveau : le jazz. Des musiciens d'abord engagés pour accompagner les numéros de cabarets deviennent le clou du spectacle grâce à leurs improvisations endiablées de virtuoses. Le public en redemande. Surnommé le « Harlem du Nord », le quartier montréalais de la Petite-Bourgogne, où réside une importante communauté noire, voit naître plusieurs boîtes de jazz.

Des années 1930 à 1950, le Rockhead's Paradise, premier club détenu par un homme d'affaires noir montréalais, attire de grands noms du jazz américain comme Louis Armstrong, Ella Fitzgerald et Billie Holiday. Le Café Saint-Michel accueille entre autres pendant des années l'orchestre be-bop de Louis Metcalf. Mais les boîtes de jazz montréalaises permettent en outre à des musiciens locaux comme Oscar Peterson et Oliver Jones de faire leurs gammes avant d'entreprendre des carrières internationales.

Depuis le début du xx^e siècle, on offre aussi dans les théâtres de Montréal des spectacles burlesques, assez proches de ceux des cabarets mais davantage axés sur le comique de situation. Également inspiré de la scène américaine, le burlesque s'affranchit cependant assez rapidement de sa dépendance aux artistes étasuniens.



ROCKHEAD'S PARADISE CAFE « Corner St. Antoine

**Rockhead's Paradise
Cafe, Corner
St. Antoine and
Mountain, carte pos-
tale, Montréal, Victoria
Press, entre 1930 et
1950?.**

**► The Normandie roof,
Mount Royal hotel,
Montreal, Canada –
Old World Charm
in a Modern Setting,
carte postale,
Montréal, Novelty Mfg.
Co. Ltd., entre 1930 et
1940?.**

Olivier Guimond [père], « Ti-zoune », entre 1933 et 1940. Archives nationales à Montréal, fonds La Presse (P833, S1, D0675).

PHOTO : FAMOUS STUDIO MONTREAL.



La Poune sur scène au théâtre National, 25 novembre 1944. Archives nationales à Montréal, fonds Conrad Poirier (P48, S1, P11172).

PHOTO : CONRAD POIRIER.



Canada's Finest Cafe welcomes you to a most enjoyable evening Chez Maurice, carte postale, Montréal, s. é., entre 1930 et 1940?.

Dès les années 1920, des comiques canadiens-français comme Olivier Guimond père (Tizoune), Arthur Pétrie puis Rose Ouellette (La Poune) introduisent la langue de Molière dans leurs sketches, qu'ils adaptent à la réalité d'un public majoritairement francophone et ouvrier. Ils seront les premiers artistes de variétés québécois à pouvoir vivre de leur art.

Les spectacles de cabaret, pour leur part, continuent à se dérouler très majoritairement dans la langue de Shakespeare jusqu'au début des années 1950. Et à quelques exceptions près, telle Alys Robi, les têtes d'affiche des cabarets montréalais demeurent américaines. Frank Sinatra, Jerry Lewis, Dean Martin, Sammy Davis Jr et la célèbre effeuilleuse Lili St-Cyr ravissent les spectateurs, qu'ils soient anglophones ou francophones. On se presse au Frolics, au Hollywood, au El Morocco et au Gayety, ou encore dans des cabarets qui n'ont de français que le nom, tels Chez Maurice, le Normandie Roof, le Casino Bellevue ou Chez Patee (prononcé « Paris » avec l'accent anglais).





Jean Guilda, comédien transformiste et artiste-peintre, entre 1960 et 1970. Archives nationales à Montréal, fonds Antoine Desilets (P697, S1, SS1, SSS4, D87).

PHOTO : ANTOINE DESILETS.



Jacques Normand [Raymond Chouinard], 1948. Archives nationales à Montréal, fonds La Presse (P833, S1, D1185).

PHOTO : DESAUTELS.



Mettez-y du français

Cependant, la Deuxième Guerre mondiale permet de tisser des liens plus étroits entre le Québec et la France. Après la guerre, de grandes vedettes françaises comme Édith Piaf, Maurice Chevalier, Charles Trenet, Yves Montand ou Line Renaud acceptent de se produire à Montréal. Certains Français choisissent même de s'installer définitivement au Québec, notamment Guilda, Jean Rafa et Paul Buissonneau. D'autres y connaissent leurs premiers succès, comme un certain Charles Aznavour...

Les Canadiens français, dont le niveau de vie s'améliore depuis la guerre, profitent de plus en plus des délices des nuits montréalaises. Ils ont pris goût aux divertissements en français qui leur sont déjà proposés au théâtre mais également à la radio, où commencent à percer des vedettes locales, par exemple les acteurs de radioromans Juliette Béliveau et Gratien Gélinas – qui triomphera sur scène avec ses *Fridolindes* dès 1938 – et les animateurs Roger Baulu et Jacques Normand.

Au début des années 1940, ce dernier s'essaie au spectacle de variétés, à titre d'animateur, de chanteur et de fantaisiste, dans les cabarets de Montréal, mais aussi à Paris et à New York. Il rêve d'offrir aux artistes de cabaret du Canada français la possibilité de travailler dans leur langue. Après un premier essai raté en 1942 au Café Val-d'Or, Jacques Normand s'associe de nouveau en 1947 aux frères marseillais Edmond et Marius Martin, propriétaires du Val-d'Or devenu Au faisan doré. Ils y présentent des spectacles consacrés à la chanson française, animés dans cette langue par un maître de cérémonie. Artistes français et québécois s'entraident et entremêlent leurs numéros dans une ambiance festive. Les membres de l'assistance, invités à participer activement, peuvent en plus s'essayer à pousser la chansonnette sur scène pendant les pauses. Le succès est immédiat. Cette effervescence va même donner naissance à une chanson populaire interprétée par Jacques Normand, *Nuits de Montréal*...

Émile Prud'homme et Jean Rafa, *Nuits de Montréal*, partition musicale, Montréal, Éd. Archambault, 1949, couverture.



Dominique Michel et Denise Filiatrault, comédiennes, entre 1960 et 1970. Archives nationales à Montréal, fonds Antoine Desilets (P697, S1, SS1, SSS4, D128).

PHOTO : ANTOINE DESILETS.

Une signature québécoise

Le Faisan doré, puis, dans les années 1950, le Saint-Germain-des-Prés, le Café Saint-Jacques, le Café et Cabaret Montmartre, le Continental, les Trois Castors, le Café de l'Est, le Casa Loma et le Beû qui rit, entre autres, deviennent un tremplin formidable pour de jeunes artistes québécois qui y font l'apprentissage de leur métier : Monique Leyrac, Pauline Julien, Dominique Michel, Denise Filiatrault, Clémence DesRochers, Raymond Lévesque, Fernand Gignac, Paul Berval, Ginette Reno, Gilles Pellerin, Paolo Noël, etc. Ces cabarets agissent comme de véritables incubateurs de talents.

Les spectacles collaboratifs favorisent les échanges entre Européens de la francophonie et Québécois, contribuant ainsi à la professionnalisation d'une nouvelle génération d'artistes d'expression française en Amérique du Nord. Celle-ci se nourrit de l'expérience d'artistes étrangers plus aguerris tout en se créant une signature originale. Le Québec cesse de vivre dans l'ombre des cultures européenne et américaine.

L'arrivée de la télévision au Québec en 1952 marque cependant le déclin des cabarets. Les artistes québécois obtiennent à la télévision des contrats beaucoup plus lucratifs et des conditions de travail moins pénibles. Les spectateurs, quant à eux, semblent désormais préférer le confort de leur foyer aux boîtes de nuit enfumées. On dit qu'à l'heure de diffusion du très populaire téléroman *La famille Plouffe*, les salles de spectacles sont désertes.

Mais la flamme du spectacle ne s'éteint pas pour autant. Les mythiques boîtes à chansons québécoises fleuriront dans les années 1960, faisant bourgeonner à leur tour de grands talents.



▲► Publicité du cabaret Au Faisan doré dans *Les Variétés lyriques* présentent *Le voyage en Chine*, programme de spectacle, Montréal, Les Variétés lyriques, 1948, p. 7.

▲ Publicité du cabaret Casa Loma dans *Les Variétés lyriques* présentent *Les cloches de Corneville*, programme de spectacle, Montréal, Les Variétés lyriques, 1954, p. 6.

Le beu qui rit [cabaret-théâtre], programme de spectacle, Montréal, *Le beu qui rit*, 1955?, couverture.

GRACIEUSÉ DE MADAME ARLETTE HUDON.



LA MER DE VERRAZZANO

Alban Berson

Cartothécaire, Bibliothèque nationale

Le 25 mars 1524, Giovanni da Verrazzano, premier navigateur envoyé par un roi de France explorer les Amériques, longe la côte de l'actuelle Caroline du Nord. Se dirigeant vers le septentrion, il passe l'actuel cap Lookout, alors que se déploie à gauche une longue bande de terre, les Outer Banks. Au-delà de cet isthme s'étend une immense lagune que le Florentin pense être le Pacifique.

La carte la plus ancienne sur laquelle figure cette étrange configuration du continent est l'œuvre du cartographe génois Vesconte Maggiolo, en 1527. On lit souvent que Maggiolo est du voyage avec Verrazzano, mais aucun document ne le prouve. Comme son activité est documentée à Gênes en 1521 et en 1525, il a pu être en mer avec Verrazzano en 1524. La carte de Maggiolo présente une nomenclature franco-italienne commune à celle qu'emploie Giovanni da Verrazzano dans son récit de voyage et à celle de son frère Girolamo sur une carte de 1529. On y trouve notamment Angoulême (les environs de New York) et bien sûr Francesca, la Nouvelle-France, en haut de la carte. Le drapeau fleurdelisé ornant le nord du continent offre une indication supplémentaire d'un contact avec les Verrazzano.

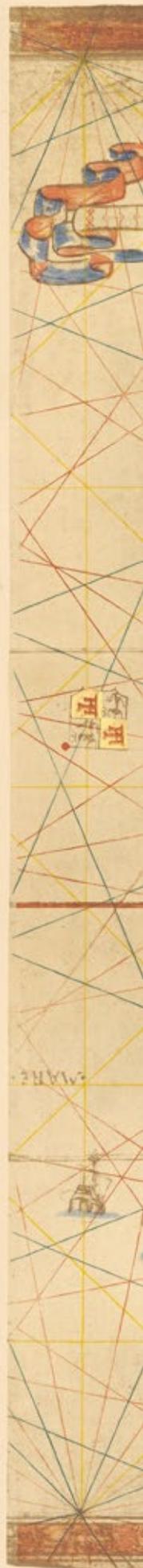
Le destin de ce document est assez singulier. Il est découvert à Milan en 1881. Y figure en latin « Vesconte Maggiolo a dressé cette carte en

ce jour du 20 décembre de l'an de grâce 1587 ». Mais le préfet de la bibliothèque ambrosienne de Milan, l'abbé Ceriani, est intrigué par cette date incompatible avec l'année de naissance de Maggiolo, soit 1475. Ceriani découvre que « 1587 » est en fait une altération de « 1527 », réalisée par une main inconnue. La carte est, hélas, détruite dans un des bombardements subis par Milan au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Heureusement, elle avait été judicieusement reproduite en fac-similé en 1903 par la Hispanic Society of America. BANQ vient d'acquérir un des rares exemplaires de ce fac-similé.



Vesconte Maggiolo,
Vesconte de Maiollo
conposuy hanc cartan
in Janua anno dñy.
1527. die xx. Decenbris,
fac-similé de la carte
manuscrite, New York,
Hispanic Society of
America, 1905.

1905





FRANCESA

FRANCESA

CIVITAS REGIA

LAVOYADORE

MARE OF ANVA

Limba & Cricca

CIVITAS REGIA

Altre Naves

terra in comiti

Stretto ponte y apio uigilantes
portogese per andare in le isole
de Malagasy de le prefaria de
Re de Francia

Yannick de Serre,
Herbier Mortem,
planche tirée du livre
d'artiste, Montréal,
2018.

PHOTO : MICHEL LEGENDRE.



Les livres d'artistes uniques

Des œuvres exclusives et libres

Les livres d'artistes sont des œuvres d'art qui conservent un lien avec le livre. Dans cette collection bien particulière, on trouve un type d'ouvrage encore plus spécifique : ceux qui ne sont produits qu'en un seul exemplaire. Découvrez trois de ces œuvres surprenantes.

**Catherine Ratelle-Montemiglio
et Martine Renaud**

Bibliothécaires, Bibliothèque nationale

Livres-objets, publications d'artistes, zines, les incarnations du livre d'artiste sont multiples et diversifiées. En fait, elles sont si diversifiées qu'on ne peut les séparer en catégories bien définies de techniques, de styles ou d'approches. Le livre d'artiste est une œuvre qui prend le livre, sa matérialité, son concept, pour s'incarner. Contrairement à plusieurs œuvres d'art, le livre d'artiste peut être manipulé, lu et regardé.

Les livres d'artistes sont soumis au dépôt légal et de nombreux titres font ainsi leur entrée chaque année dans la collection de la Bibliothèque nationale, qui en compte plus de 3000. Les livres d'artistes produits en un seul exemplaire, eux, ne sont pas soumis au dépôt légal. Mais, tous les ans, BANQ acquiert quelques œuvres sélectionnées pour leurs qualités exceptionnelles, sur les plans technique, esthétique et conceptuel.



**Yannick de Serre,
Herbier Mortem,
livre d'artiste unique,
46 x 31 x 10 cm,
Montréal, 2018.**

PHOTO : MICHEL LEGENDRE.

On compte plus de 200 livres à tirage unique dans la collection de livres d'artistes de la Bibliothèque nationale. Sans la contrainte de la reproduction à l'identique, le livre d'artiste à tirage unique est peut-être le plus « libre » des livres d'artistes. Réutilisant parfois des livres usagés comme support de leur œuvre, créant parfois de toute pièce un livre à partir de matériaux inusités, les artistes réalisent des œuvres uniques étonnantes. Voici trois acquisitions récentes qui donnent une idée de la richesse et de la diversité de ce corpus.

Trois ouvrages uniques

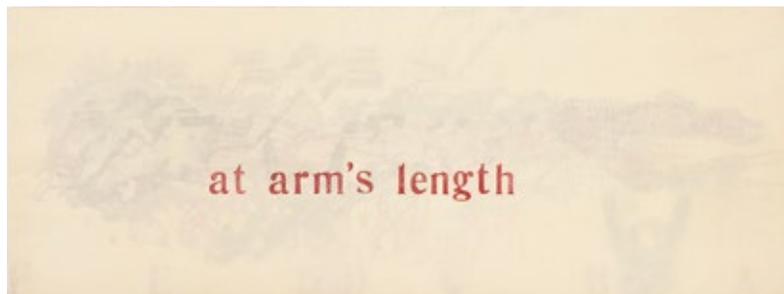
L'une d'elles, illustrée sur les pages précédentes, est une œuvre de Yannick De Serre intitulée *Herbier Mortem*, produite en 2018. L'artiste, également infirmier, aborde une thématique récurrente de son œuvre, le deuil. Ce livre réunit 25 monotypes réalisés à partir de fleurs artificielles récoltées dans les poubelles du cimetière Notre-Dame-des-Neiges, à Montréal. Les fleurs ainsi « cueillies » ont été soumises à un rituel rappelant les traditions funéraires : elles ont été lavées, séchées puis parfumées avant d'être mises sous presse. Les papiers utilisés pour les impressions proviennent d'anciennes œuvres de l'artiste récupérées pour ce projet. Le tout est réuni entre deux planches de bois retenues par une ceinture, un clin d'œil à la technique utilisée pour sécher les spécimens lors de la confection d'un herbier.

François Morelli est un artiste incontournable reconnu pour son usage de tampons qu'il fabrique lui-même et dont les motifs sont récurrents dans ses œuvres imprimées autant que dans ses gigantesques installations. Le livre *At arm's length*, créé en 1999, est exceptionnel puisqu'il présente le processus de création de l'artiste. En effet, chaque page témoigne d'une étape de la composition de l'œuvre par la superposition de différents éléments. Le lecteur peut même créer sa propre trame narrative en changeant l'ordre des feuilles aux transparences et textures variées.

Enfin, dans *4 secondes*, une œuvre produite en 2021, l'artiste Guylaine Couture invite à réfléchir aux préjugés et à l'importance que l'on accorde trop souvent aux premières impressions. Elle a travaillé à partir d'une photographie d'archives représentant une famille irlandaise au tournant du siècle dernier, qui révèle toute sa richesse. L'artiste effectue collages et dessins auxquels elle superpose des textes imprimés sur du papier translucide. Ces différentes couches sont réunies sur la couverture d'un livre récupéré, une constante dans ses œuvres.

...

Ces trois œuvres s'ajoutent à celles d'autres créateurs de livres uniques, dont Louise Paillé, Michel Frenette, Billy Mavreas et Carole Simard-Laflamme. Pour les admirer, rendez-vous à la Bibliothèque nationale (site Rosemont).

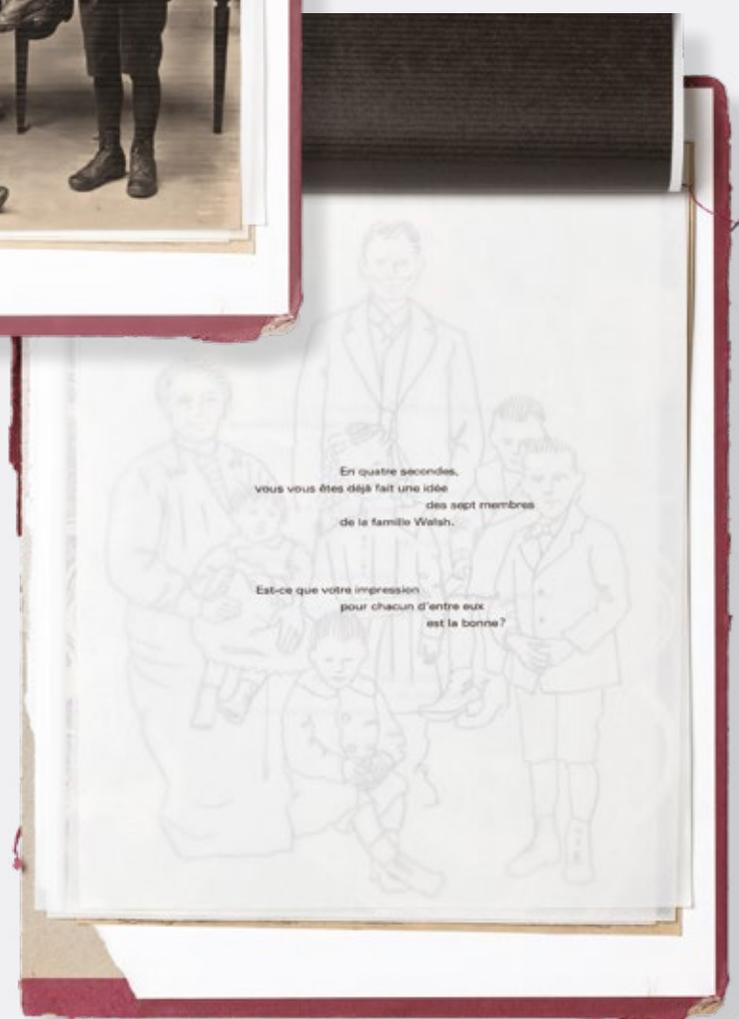


François Morelli,
***At arm's length*,**
planches tirées
du livre d'artiste,
Montréal, 1999.

PHOTO : MICHEL LEGENDRE.

**Guylaine Couture,
4 secondes,
planches tirées
du livre d'artiste,
Montréal, 2021.**

PHOTOS : MICHEL LEGENDRE.



LA CARTE AUX 1000 IMAGES

Alban Berson

Cartothécaire, Bibliothèque nationale

La *Carte très curieuse de la mer du Sud* [...] récemment acquise par BANQ est l'œuvre d'Henri Abraham Châtelain et est parue en 1719. Elle comporte de très nombreuses vignettes colorisées à la main chez l'imprimeur. L'une d'elles, en haut à droite, offre une des rares représentations des pêcheries de Terre-Neuve.



La pêche s'y pratiquait à l'hameçon sur de simples chaloupes à guère plus de deux lieues du port. L'image décrit les étapes de la préparation de la morue. Le bâtiment de bois recouvert d'une toile où de jeunes garçons effectuent une partie des opérations s'appelle « l'échafaud ». Les poissons y sont tranchés et éviscérés. On extrait ensuite l'huile des foies qu'on dépose dans un grand récipient appelé « charnier », puis on transfère le produit dans des tonneaux. Enfin, on sale les morues et on les étend sur des « vigneaux » pour les faire sécher à l'air libre et au soleil. L'atlas dont est tirée la carte stipule que les morues de Percé sont plus grandes et plus aisées à préparer que celles de Terre-Neuve, mais que la pêche en Gaspésie est plus périlleuse.



Henri Abraham Châtelain, *Carte très curieuse de la mer du Sud, contenant des remarques nouvelles et très utiles [...]*, Amsterdam, L'Honoré & Châtelain, 1719.

REMARQUES NOUVELLES ET TRES UTILES NON SEULEMENT SUR LES PORTS ET ILES DE CETTE MER,
tionale. Avec les Noms & la Route des Voyageurs par qui la decouverte en a été faite. Le tout pour l'intelligence Des Dissertations suivantes.



1719

Deux journaux

témoins fidèles de leur région

Huntingdon from River, vers 1909. Archives nationales à Québec, collection Magella Bureau (P547, S1, SS1, SSS1, D173).



Daniel Chouinard

Bibliothécaire responsable des dons et des acquisitions, Bibliothèque nationale

Le *Canadian Gleaner* et la *Gazette de Valleyfield* couvrent assidûment l'actualité de l'ouest de la Montérégie depuis très longtemps. BANQ a reçu récemment plus de 6000 numéros de ces deux hebdomadaires.

Dans le cadre de ce qu'il est désormais convenu d'appeler « la crise des médias imprimés », il peut être utile de rappeler le rôle important joué de longue date par les journaux régionaux. Un important don fait récemment à BANQ par la Société historique de la Vallée de la Châteauguay permet de mettre en lumière la place centrale occupée par deux hebdomadaires de la Montérégie auprès des communautés de leur région.

The Canadian Gleaner, la voix des anglophones de Huntingdon

Fondé en 1863 par Robert Sellar, un jeune homme de 22 ans qui a appris la composition typographique au journal *Globe* de Toronto, *The Canadian Gleaner* est un hebdomadaire grand format de quatre pages qui tire initialement à 400 exemplaires. Sellar, un immigrant d'origine écossaise, défend des idées libérales dans la tradition européenne, telles que le libre-échange ainsi qu'un anticléricalisme qui prône la séparation de l'Église et de l'État. Jusqu'à sa mort en 1919, Sellar demeure un porte-parole déterminé de la minorité protestante anglophone du Québec rural. Soucieux de l'intérêt de ses lecteurs, son journal plaide également en faveur de réformes agricoles et de l'amélioration du réseau routier. C'est aussi, dans le domaine social, un adepte du mouvement de la tempérance, qui dénonce les ravages de l'alcool.

◀ ***The Canadian Gleaner*, 23 janvier 1873, p. 1.**



**Rue Victoria Street,
Valleyfield,
P. Q., Ottawa,
Photogelatine
Engraving Co.
Limited, entre 1920
et 1942?.**

À la mort de Sellar, le journal, devenu le *Huntingdon Gleaner* en 1912, est repris par ses fils, qui en feront un hebdomadaire local plus conventionnel, moins engagé et, pour la première fois, rentable. Le nombre de pages augmente progressivement et le tirage dépasse les 4000 exemplaires lorsque la famille Sellar cède la propriété du journal à d'autres intérêts en 1962. Devenu simplement *The Gleaner* en 1957, le journal a été publié sur papier jusqu'en décembre 2018 et peut désormais être lu sur le Web.

Jusqu'ici, BANQ possédait une collection très incomplète du *Gleaner*. Le don fait par la Société historique de la Vallée de la Châteauguay, qui avait acquis sa collection directement de l'éditeur, a permis d'ajouter 4740 numéros publiés entre 1863 et 1971.

**La Gazette de Valleyfield,
rejeton francophone du Gleaner**

Devenu seul propriétaire du *Gleaner* en 1924, Adam Sellar poursuit les efforts de rentabilisation de l'entreprise familiale et fonde en 1936 un équivalent francophone de format tabloïde appelé *La Gazette de Valleyfield*. Tirée d'abord à un peu moins de 2000 exemplaires, *La Gazette* connaît une croissance semblable au *Gleaner* et approche les 5000 exemplaires en 1971, au moment où l'éditeur décide d'en faire un supplément francophone publié à l'intérieur du *Gleaner*. Appelé *La Gazette de Valleyfield-Beauharnois* à compter de 1952, cet hebdomadaire vise à couvrir également les régions de Châteauguay, Huntingdon, Vaudreuil et Soulanges. Il n'aura jamais le côté engagé de son pendant anglophone. Il se contente de publier les nouvelles locales en faisant une large place à la publicité. Le don reçu comprend 1383 numéros publiés entre 1936 et 1968.

BANQ tient à exprimer ici sa vive reconnaissance à Jake Kakebeeke, qui a représenté la Société historique de la Vallée de la Châteauguay dans le cadre de ces dons aussi précieux qu'exceptionnels.



**The Huntingdon
Gleaner,
26 janvier 1938,
p. 1.**

**► La Gazette
de Valleyfield,
29 mai 1936,
p. 1.**

LA GAZETTE DE VALLEYFIELD

Appelée à devenir l'hebdomadaire régional le plus important de la Province de Québec

VOL. 1, NO 2

SALABERRY DE VALLEYFIELD, P.Q., VENDREDI, 29 MAI, 1936

Imprimés à Huntingdon, Qué. Prix 5c.

Débat animé au Conseil sur des questions de chômage

Restaurants et épiceries combinés - Le salaire des employés de la ville - Réparations de rues et de ponts.

Le chômage et diverses questions qui s'y rattachent furent l'objet, à la dernière réunion du Conseil, d'un vif débat où l'échoque se mêla à des discussions agréables.

Indépendamment de la façon dont elles furent traitées, certaines questions se sont révélées du plus haut intérêt.

M. Monette souleva un problème des plus intéressants en proposant que l'on considère comme chômeurs tous les jeunes gens en état de travailler et qui vivent aux dépens de leurs parents.

On objecta à M. Monette que si ces jeunes gens sont chômeurs par le fait qu'ils ne travaillent pas, ils ne peuvent être considérés comme chômeurs. Mais on décida finalement que la proposition valait d'être acceptée et on résolut de joindre à la liste actuelle des chômeurs les noms des jeunes gens qui sont sans travail. Ceux-ci devront en faire la demande.

Un tumultueux débat suivit une proposition de M. Malette qui voulait que tous les journaliers à l'emploi de la ville, qu'ils soient employés réguliers ou chômeurs se courus régulier un salaire fixe de 30 cents de l'heure.

MM. Malette et Monette opinèrent qu'il y a injustice à faire travailler deux hommes au même ouvrage moyennant un salaire différent, sous prétexte que l'un est employé régulier et l'autre chômeur

secours.

De leur côté le Dr. Laroche et M. Miron croient que les employés réguliers doivent recevoir un meilleur salaire parce qu'ils sont généralement mieux qualifiés et possèdent plus d'expérience. Le Dr. Laroche s'oppose également à ce que les salaires soient tous haussés à 30 cents de l'heure parce que, dit-il, les journaliers se trouvent privés d'ouvrage du fait que les employeurs ne pourront leur payer un tel salaire.

M. Touchette proposa un amendement par lequel les balayeurs recevraient 30 cents de l'heure comme les autres.

L'amendement fut voté et rejeté par six voix contre quatre. MM. Laroche, Cholette, Monette, Malette, Leboeuf et Daignault votèrent contre et MM. Miron, Touchette, Larin et Gauthier votèrent pour.

Un autre amendement proposé par le Dr. Laroche et qui défendait le statu quo fut voté et maintenu par un vote de six à quatre. Votèrent pour: MM. Laroche, Cholette, Miron, Touchette, Leboeuf et Gauthier.

La résolution de M. Malette se trouvant rejetée par l'acceptation de cet amendement, les employés de la corporation recevront 30 de l'heure, comme par le passé, à l'exception des balayeurs, des chômeurs secourus et d'autres employés dont les capacités sont reconnues inférieures.

Devant une demande de M. Raoul Leboeuf réclamant le renouvellement de son permis de restaurant, on discuta sur l'application du règlement qui oblige à séparer par une cloison permanente un restaurant et une épicerie qui se trouvent dans la même maison, à moins de fermer l'établissement pendant les heures de fermeture de l'un des deux commerces. On résolut d'accorder sa licence à M. Leboeuf à condition qu'il se conforme aux règlements.

Ceci amena le Conseil à décider de demander au chef de police de veiller à ce que ces règlements soient rigoureusement observés. De nombreuses plaintes ont été portées à ce sujet.

Une longue discussion s'éleva à la suite de la lecture d'une lettre de Mme. J.-B. Côté et de quelques (suite à la page 10)



SON HON. LE MAIRE BILLETTE qui dirigeait à Québec une délégation de citoyens de Valleyfield.

DEVANT LES TRIBUNAUX

Me Legault recorder a été appelé à rendre jugement au cours de la semaine sur deux accusations d'assauts sur la personne.

Dame J. Simard, accusée d'assaut sur la personne du constable Adélaïde Hénault se reconnut coupable et bénéficia d'une sentence suspensive. Le procès verbal rapporte que l'accusée mécontente de l'intervention qu'elle avait avec le trésorier de la cité au sujet de secours directs manifesta son mécontentement de telle façon que le constable dut intervenir. C'est alors qu'elle frappa à la figure le représentant de l'autorité.

M. Delvina Lalonde comparait pour une accusation identique. Sous l'influence de boissons alcooliques, le prévenu causait, un rassemblement en face du Château Salaberry. Un agent le pria de circuler, mais il refusa et se rendit coupable d'assaut sur la personne de l'agent. M. Lalonde bénéficia d'une sentence suspensive.

Henry Thurston alias Robidoux de Ste. Barbe a été arrêté et conduit à la prison de Valleyfield sur une accusation de vol avec effraction commis chez M. K. Chalmers de St. Lambert. Le montant du vol est de \$109.80. L'inculpé comparait devant le magistrat le 28 mai.

Subissant leur enquête préliminaire, Hampson et Laprade, accusés de vols de poules ont choisi de subir un procès expéditif qui aura lieu aux assises devant jury le 11 juin.

La Montreal Cottons subit une enquête révélatrice

L'Arrivée de la Dominion Textile - Commutations de taxes - Les salaires, les pensions laissent à désirer

Sous la présidence de l'hon. Juge Turpin, le comité d'enquête sur l'industrie du textile institué par le gouvernement lors de la fermeture de la succursale de Sherbrooke de la Dominion Textile, siège depuis mardi à Valleyfield et s'enquiert des modes d'administration de la Montreal Cottons Ltd.

Le premier témoin entendu mardi fut M. Aird, gérant de la filature locale de coton. L'enquête porta principalement sur l'organisation financière de la compagnie, depuis ses débuts.

La "Montreal Cottons" s'établit à Valleyfield en 1914. En 1911 son capital fut fixé à \$3,000,000 de parts communes et \$3,000,000 de parts privilégiées, cumulatives à 7%.

Les rapports qui furent produits démontrèrent que généralement les dividendes distribués aux actionnaires ont été généreux. Cependant, aucun dividende sur le stock commun n'a pas été payé depuis quelques années.

Me J. C. McRuer, avocat de la commission questionne M. Aird.

McRuer: Est-ce sous votre direction que le pouvoir d'eau fut changé?

Aird: Non, je n'étais pas ici alors, car je ne suis gérant à Valleyfield, que depuis 1932.

McRuer: Qui aurait pu changer ce système?

Aird: Je ne sais, à moins que vous vous adressiez au gérant de la compagnie elle-même, Sir Charles Gordon.

McRuer: Depuis quand la compagnie porte-t-elle le nom de Montreal Cottons Limited?

Aird: Je ne sais que la compagnie portait le nom de Montreal Cottons Company quand elle fut incorporée mais je ne sais pas quand elle changea son nom pour celui de Montreal Cottons Limited.

McRuer: Payez-vous une pension quelconque à vos employés?

Aird: Oui, nous déboursions annuellement \$30,000 pour pensions.

McRuer: A quelle date a commencé cette pensions?

Aird: Je ne saurais vous le dire, car elle était en force en 1932 quand je suis arrivé ici.

M. Maxime Raymond, avocat de la commission demanda aussitôt la question suivante au témoin:

Les \$30,000 distribués en pensions vont-elles toutes aux ouvriers?

Aird: Non.

McRuer: Qui en outre des employés reçoivent cette pension?

Aird: Je ne voudrais pas mentionner ces noms publiquement, mais je vous les nommerai privéement si vous le désirez.

McRuer: D'où provient l'argent pour payer cette pension? Est-elle prise sur le salaire des employés?

Aird: Non, les employés ne contribuent pas à cette fin. C'est la compagnie elle-même qui paie.

McRuer: Les employés contribuent-ils pour quelque autre cause?

Aird: La seule contribution que les employés sont obligés de faire c'est le .50c et .10c par régulièrement de leur salaire à toutes les deux semaines.

McRuer: Pourquoi payer .50c et .10c?

Aird: Quand un employé se blesse, tombe malade, ou devient incapable de travailler et demande les soins d'un médecin, la contribution faite par les employés est utilisée pour payer le médecin, les remèdes et toute autre chose requise par le patient.

McRuer: Qui doit payer .50c et qui doit en payer dix?

Aird: Ceux qui font plus de huit piastres par semaine paient 10

(à suivre sur la page 5)

Rien de fait pour l'Eglise de Bellerive

On commence la charpente d'acier du Pavillon d'Agriculture

Contrairement à ce qui avait été annoncé, les travaux de construction de l'église de Bellerive ne sont pas encore commencés, et ne commenceront vraisemblablement pas avant quelque temps.

Actuellement seule la résolution à été adoptée. Aucun détail n'a été décidé.

L'assemblée des marguilliers qui devait avoir lieu mardi a été remise à une date ultérieure.

Lundi prochain on commencera la construction de la charpente d'acier de l'Aréna. En ce moment, seules les fondations sont terminées. On estime que les travaux seront entièrement terminés en juillet et que de cette façon le pavillon sera prêt pour l'exposition qui aura lieu au mois d'août.

La direction des travaux est confiée à Deschamps et Bélanger.

La municipalité est à demander des soumissions pour des pompes centrifuges destinées à améliorer le système d'aqueduc.

Comme La Gazette l'annonçait dans son dernier numéro, les travaux de pavage commenceront la semaine prochaine.

La manufacture de conserves de Ste-Martine a passé des contrats avec des fermiers pour que 1500 acres soient consacrés à la culture de légumes qui seront mis en conserve à la fin de l'été et à l'automne. Des expériences faites l'année dernière ont démontré que dans cette région le sol n'est pas propice à la culture des tomates.

La compagnie fournit les grains gratuitement aux cultivateurs et ceux-ci ne les paient que si la récolte est bonne.

On sémiera surtout des pois, du maïs et des fèves.

L'hon. Premier Ministre se dit favorable au projet du pont

Sous la direction de Son Honneur le maire Billette, une délégation composée de MM. Jos. Lespérance, L.-P. Godbout, Jos. Cholette et du Dr. Laroche se rendait à Québec mardi dernier et quelques ministres. M. Delvina Sauvé, député de Beauharnois et N. Faraud, député de Soulanges assistèrent aux entretiens.

Cette délégation avait pour objets la construction d'un pont entre Valleyfield et Soulanges, la construction d'un chemin, l'obtention de sommes destinées aux travaux de chômage et d'un autre montant qui serait alloué pour la construction du pavillon agricole.

La délégation recontra d'abord MM. Taschereau, Mercier, et Francoeur et abordèrent la question du pont. M. Mercier depuis longtemps au courant de la question, expliqua au premier ministre en quel elle consistait, et celui-ci se déclara favorable au projet et demanda d'envoyer à Québec des copies des résolutions déjà adoptées à cette fin. Le projet sera vraisemblablement soumis à la Chambre sous peu. On s'attend à l'appui d'une grande majorité des députés de gauche et de droite.

Lorsque l'affaire sera définitivement réglée à Québec, nos édiles poursuivront leur campagne à Ottawa avec l'appui de M. Maxime Raymond.

On estime que les travaux coûteraient environ un million et demi. Il est probable, croit-on en des milieux renseignés, que l'on projetait de relier ce pont au pont Honoré Mercier par un boulevard qui traverserait Melocheville, Ste-Marie et se terminerait de ce côté de la rue Victoria.

La délégation recontra également l'hon. Damien Bouchard au sujet des travaux de chômage. Le ministre a très bien accueilli la délégation et a promis que Valleyfield recevrait sa part proportionnellement au nombre de chômeurs. Le secrétaire de la ville, M. Lévesque, a envoyé par la suite, à M. Bouchard, tous les détails demandés.

Le ministre a aussi expliqué son plan dans les grandes lignes:

"Les travaux de chômage envisagés dans mon projet, dit-il, sont des travaux publics entrepris par le pouvoir central, le gouvernement provincial et les villes; des travaux sociaux-économiques entrepris par les organismes d'éducation recevant l'aide des gouvernements ou des villes;

des travaux particuliers qui autrement ne seraient pas entrepris. Le défrichement et la mise en culture des terres, en particulier dans les régions de colonisation, entrent également dans le projet de travaux de chômage.

D'autre part, précise M. Bouchard, tous ces travaux de chômage seront probablement répartis en deux catégories. L'une sera réservée aux chômeurs nécessaires, exception faite des ingénieurs et des experts nécessaires, dont les appointements ou le salaire ne seront d'ailleurs pas payés à l'aide de l'argent affecté aux travaux de chômage. Quant à la seconde catégorie, on devra y employer au moins 50 pour 100 de chômeurs nécessaires, et elle constituera probablement des travaux entrepris conjointement par le pouvoir central et le gouvernement provincial.

Comme nous l'avons dit plus haut, les chômeurs devront fournir une somme de travail proportionnelle à l'allocation qu'ils recevront. Cette somme de travail, explique M. Bouchard, consistera en un nombre d'heures déterminé d'après les échelles de salaire fixées par les

(suite à la page 10)

Réception de Mgr. Julien à Valleyfield

Il assiste à la réunion des Anciens élèves du Séminaire

Reçu aux limites de la ville par une nombreuse délégation de paroissiens et de représentants de l'autorité civile et des institutions religieuses, Mgr. Julien fit une entrée solennelle dans Valleyfield dimanche dernier. La fanfare du Séminaire s'était rendue au devant du distingué visiteur qui se rendit immédiatement à son Alma Mater. Après un souper intime à l'évêché, Mgr. Julien assista à une représentation du "Message de Lenine" donnée par les élèves dans le sous-bassement de la Cathédrale. Lundi, il y eut grand-messe solennelle à la Cathédrale, après laquelle Monseigneur se joignit à ses anciens camarades de collège qui se réunissent au Séminaire.

Parmi les anciens élèves qui assistaient au banquet, on remarquait, outre Monseigneur Julien, Mgr. Langlois, M. Raoul Julien, supérieur du Séminaire, le chanoine Laframboise, Son Honneur le Maire Billette, l'hon. Albert Sévigny, juge en chef de la Cour Supérieure, le Père Bissonnette, les chanoines Billette, Prévile et Lachapelle, M. le curé André, le Père Bénédic, Mgr. Neveu, Mgr. Sabourin, le chanoine Perrault, MM. J.-A. Julien, John Sullivan, Honoré Achin, Juge à Hull, Delvina Sauvé, M.P.P., le Père Lapierre, des Pères Blancs, le Père Ferdinand, O.F.M., le chanoine Aubin, le Dr. Castonguay et M. Roy.

Au cours du banquet, des discours furent prononcés par le chanoine Aubin, au nom de l'Alma Mater, le chanoine Laframboise, au nom des anciens élèves, le Dr. Castonguay, au nom des confrères de classe de l'évêché visiteur, l'hon. Juge Albert Sévigny et Mgr. Langlois.

Mgr. Julien rentra au séminaire de Valleyfield des magnifiques fêtes qu'on avait organisées à l'occasion de son passage à son Alma-Mater (suite à la page 12)

DE NOUVELLES AFFICHES DU CANADIEN PACIFIQUE

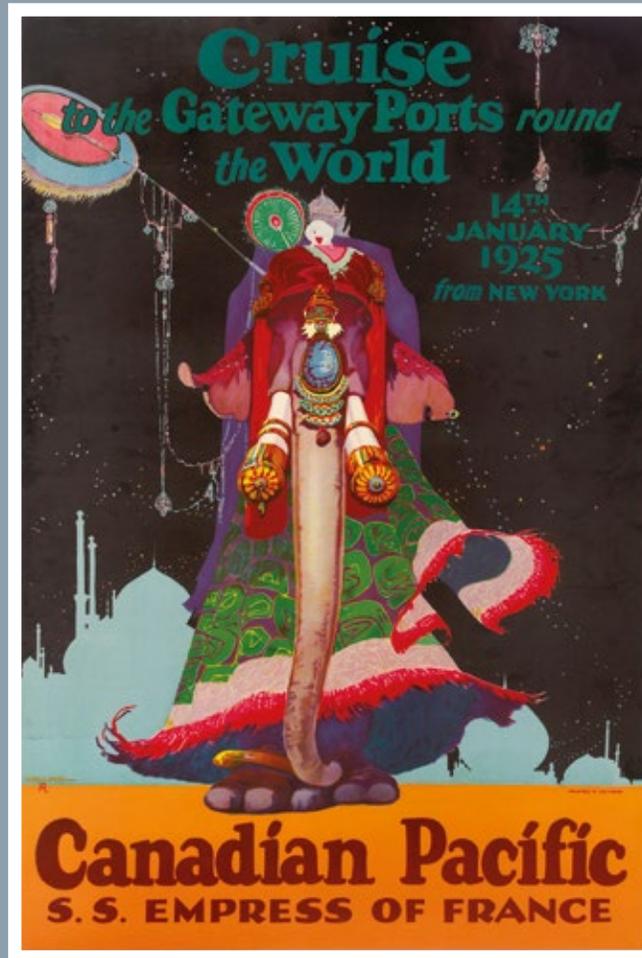
Danielle Léger

Bibliothécaire responsable des collections de programmes de spectacles et d'affiches, Bibliothèque nationale

Depuis son siège social à la Gare Windsor de Montréal, le Canadien Pacifique (CP) a orchestré un des plus remarquables réseaux de transport du xx^e siècle, mais aussi l'une des plus extraordinaires fabriques d'affiches publicitaires. Sur les quelque 2500 affiches à son actif, le CP en a produit un millier dans l'atelier de sérigraphie aménagé à son siège social. Au fil des derniers mois, BAnQ a ajouté certaines de ces affiches à ses collections. En voici deux.

La plus ancienne date de 1924. D'inspiration art nouveau, cette séduisante publicité annonce une croisière autour du monde, au départ de New York en janvier 1925. L'*Empress of France* – d'abord propriété de la Allan Line sous le nom d'*Alsatian* – est un habitué du fleuve Saint-Laurent. Le CP l'utilise pour offrir des croisières dès 1923. Entre les deux Grandes Guerres, les croisières de luxe sont en vogue sur les transatlantiques alors que les liaisons régulières sont suspendues pour l'hiver. L'auteur de cette affiche, R. Holling, a aussi réalisé les illustrations de la spectaculaire brochure publicitaire qui lui fait écho.

Arborant sur ses cheminées le pavillon en damier rouge et blanc utilisé par le CP après la Deuxième Guerre mondiale, le fier paquebot blanc de



R. Holling, *Cruise to the Gateway Ports round the World*, affiche, s. l., Canadian Pacific Steamships, 1924.

la deuxième affiche est emblématique des navires de la série *Empress*. Dans cette version de l'affiche, le texte annonce les liaisons vers l'Amérique. Elle serait moins courante que celle qui s'adresse aux voyageurs désirant faire le trajet en sens inverse. Cette lumineuse création graphique de Roger Couillard (1910-1999) exhibe deux influences : le style art déco et les créations de l'affichiste français A. M. Cassandre dans les années 1930. La mouette qui se profile à l'avant-plan est un emprunt direct à Pierre Fix-Masseau, élève de Cassandre.

Dans l'univers du CP, bateaux et trains circulent. Les images, également.

1924

1950



Roger Couillard,
*Go Empress to
Canada and United
States*, affiche,
Montréal?,
Canadian Pacific
Steamships, 1950.



Lucienne, fille d'Henri Saint-Georges, concurrent pour la médaille de bronze de l'Ordre du mérite du défricheur, Saint-Lambert, Abitibi-Ouest, août 1951. Archives nationales à Québec, fonds Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (E9, S102, SS5, D1, P31D). PHOTOGRAPHE NON IDENTIFIÉ.